

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

TN/S/O/JPN

7 avril 2003

(03-1937)

Conseil du commerce des services
Session extraordinaire

Original: anglais

JAPON

Offre conditionnelle initiale

La délégation du Japon a fait parvenir au Secrétariat le 31 mars l'offre conditionnelle initiale ci-après, en demandant qu'elle soit distribuée aux membres du Conseil du commerce des services.

Le Japon présente ci-joint son offre initiale dans le cadre des négociations sur le commerce des services, conformément au paragraphe 15 de la Déclaration ministérielle de Doha du 14 novembre 2001 (WT/MIN(01)/DEC/1). La présente offre est conditionnelle. Les modifications apportées à la Liste codifiée d'engagements spécifiques sont indiquées conformément aux conventions typographiques énoncées dans le document du Secrétariat JOB(02)/88.

Le Japon se réserve le droit, à tout moment avant la clôture des négociations en cours sur les services, de modifier, d'élargir, de réduire ou de retirer toute partie de la présente offre, selon que ses partenaires de négociation seront disposés ou non à proposer des offres comparables à la sienne et à parvenir à des engagements mutuellement acceptables, y compris pour ce qui est de l'application du traitement de la nation la plus favorisée. Pour procéder à cette évaluation, le Japon tiendra également compte du niveau de développement de chacun des différents partenaires commerciaux.

La présente offre est en outre subordonnée aux résultats des négociations en cours prévues dans l'AGCS, notamment de la négociation concernant l'établissement de disciplines en matière de réglementation intérieure.

La catégorisation de chaque secteur et sous-secteur dans la liste ci-jointe est provisoire et pourra être modifiée en fonction de l'évolution des discussions relatives à la classification et à d'autres questions.

Le Japon se réserve en outre le droit d'apporter des modifications et des corrections techniques à la présente offre.

Note explicative:

- i) Les lettres et les chiffres figurant au regard de chaque engagement sectoriel se réfèrent à la Liste sectorielle des services (document MTN.GNS/W/120 du secrétariat du GATT, daté du 10 juillet 1991) ou à la Classification centrale provisoire des produits (Études statistiques, série M, n° 77, du Département des affaires économiques et sociales internationales, Bureau de statistique de l'Organisation des Nations Unies, New York, 1991). Ces indications alphabétiques et numériques ont pour but de mieux préciser la description des engagements particuliers, mais ne doivent pas être comprises comme en faisant partie.
 - ii) Les modes de fourniture 1), 2), 3) et 4) figurant dans la liste d'engagements sectoriels correspondent respectivement à la fourniture des services définis dans les alinéas a), b), c) et d) du paragraphe 2 de l'article premier du présent Accord.
-

JAPON - LISTE D'ENGAGEMENTS SPÉCIFIQUES

Mode de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
I. ENGAGEMENTS HORIZONTAUX			
TOUS LES SECTEURS INCLUS DANS CETTE LISTE	<p>4) Non consolidé sauf pour ce qui concerne les mesures applicables à l'entrée et au séjour temporaire d'une personne physique appartenant à l'une ou l'autre des catégories suivantes¹:</p> <p>a) Personnes physiques employées par une personne morale d'un Membre autre que le Japon depuis au moins un an immédiatement avant la date de leur demande d'entrée et de séjour temporaire au Japon, et qui sont transférées pour une durée de cinq ans au maximum pour une durée de un ou trois ans pouvant être prorogée, dans une succursale, <u>un bureau de représentation</u> ou une personne morale constituée ou enregistrée au Japon et appartenant à la personne morale précitée d'un Membre autre que le Japon, ou contrôlée par elle, <u>ou associée² à elle</u>, à condition que la personne ainsi transférée <u>physique</u> exerce l'une des activités suivantes:</p>	<p>3) Non consolidé pour ce qui concerne les subventions à la recherche-développement</p> <p>4) Non consolidé sauf pour ce qui concerne les personnes physiques visées dans la colonne "accès au marché"</p> <p>Non consolidé pour ce qui concerne les subventions à la recherche-développement</p>	

¹ Les personnes appartenant aux catégories a) et d) sont soumises aux prescriptions en matière de rémunération de la Loi sur le contrôle de l'immigration et la reconnaissance du statut de réfugié.

² Une personne morale et "associée" à une autre personne morale lorsque la première est dans une large mesure influencée par la seconde pour ce qui est de la prise de décisions concernant la politique financière ou commerciale.

Mode de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
	<ul style="list-style-type: none"> i) Direction de la succursale <u>ou du bureau de représentation</u>; ii) Direction d'une personne morale en qualité de membre de son conseil d'administration ou d'auditeur; iii) Direction d'un ou plusieurs départements d'une personne morale; iv) Activités exigeant des connaissances technologiques avancées en sciences physiques, ingénierie ou sciences naturelles; et v) Activités nécessitant des connaissances avancées en matière de jurisprudence, d'économie, de gestion d'entreprise, de comptabilité ou d'autres sciences humaines. 		

Mode de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
	<p>b) Personnes physiques employées par une personne morale d'un Membre autre que le Japon ou coassociées de cette personne morale depuis au moins un an précédant immédiatement la date de la demande d'entrée et de séjour temporaire au Japon, <u>qui sont transférées au Japon, fournisseurs de services juridiques, de services de comptabilité ou de services de conseil fiscal, qualifiés au regard de la Loi japonaise, au Japon pour une durée de un ou trois ans pouvant être prolongée, pour une durée de cinq ans au maximum et qui reprendront leur place dans la personne morale susmentionnée d'un Membre autre que le Japon à l'expiration de leur séjour, à condition que la personne <i>physique</i> exerce l'une des activités professionnelles suivantes pendant la durée de son séjour au Japon en qualité d'indépendant et non de salarié: :</u></p> <p>i) Services juridiques fournis à titre d'avocat qualifié de "Bengoshi" selon la loi japonaise;</p> <p>ii) Prestation de conseils concernant le droit du territoire ou de la région où le fournisseur de services a la qualité de juriste qualifié;</p>		

Mode de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
	<p>iii) Services juridiques fournis à titre de conseiller en brevets, qualifié de "Benrishi" selon la loi japonaise;</p> <p>iv) Services juridiques fournis à titre de spécialiste des procédures maritimes qualifié de "Kaijidairishi" selon la loi japonaise;</p> <p>v) Services de comptabilité, d'audit ou de tenue de livres fournis à titre de comptable qualifié de "Koninkaikeishi" selon la loi japonaise; ou</p> <p>vi) Services de conseil fiscal fournis à titre d'expert-comptable fiscal qualifié de "Zeirishi" selon la loi japonaise.</p> <p>c) Personnes physiques séjournant au Japon pour une durée de 90 jours au maximum sans recevoir de rémunération provenant du Japon et sans pratiquer la vente directe à la population ni fournir elles-mêmes des services, aux fins de participer à des contacts d'affaires, notamment la négociation de la vente de services ou des activités similaires y compris la préparation de l'établissement d'une présence commerciale au Japon.</p> <p><u>La durée de séjour peut être prolongée.</u></p>		

Mode de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
	<p>d) <u>Personnes physiques qui exercent l'une des activités ci-après pendant leur séjour temporaire au Japon pour une période d'un à trois ans avec possibilité de prolongation, dans le cadre d'un contrat personnel³ avec des organisations publiques ou privées sur le territoire du Japon:</u></p> <p>i) <u>Activités exigeant des connaissances technologiques avancées en sciences physiques, ingénierie ou sciences naturelles, en vertu du statut de résident correspondant au titre d'"ingénieur", conformément aux dispositions de la Loi sur le contrôle de l'immigration et la reconnaissance du statut de réfugié;</u></p> <p>ii) <u>Activités nécessitant des connaissances avancées en matière de jurisprudence, d'économie, de gestion d'entreprise, de comptabilité ou d'autres sciences humaines, en vertu du statut de résident correspondant au titre de "spécialiste en sciences humaines/services internationaux" conformément aux dispositions de la Loi sur le contrôle de l'immigration et la reconnaissance du statut de réfugié; et</u></p>		

³ Les fournisseurs de services opérant dans le cadre de contrats personnels et les services fournis dans le cadre de ces contrats doivent se conformer aux lois et réglementations pertinentes du Japon. Les engagements spécifiques contractés en ce qui concerne la catégorie d) ne visent pas les mesures affectant les personnes physiques qui cherchent à accéder au marché de l'emploi du Japon, ni les mesures concernant l'emploi à titre permanent.

Mode de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
	<p>iii) <u>Activités nécessitant une capacité de réflexion ou une sensibilité particulière reposant sur la connaissance des cultures étrangères, en vertu du statut de résident correspondant au titre de "spécialiste en sciences humaines/services internationaux" conformément aux dispositions de la Loi sur le contrôle de l'immigration et la reconnaissance du statut de réfugié;</u></p> <p>Par les activités nécessitant des connaissances technologiques avancées en sciences naturelles ou humaines visées sous a) iv) et a)-v), <u>et d)</u>, on entend des activités que la personne physique en question ne pourrait exercer sans faire appel à des technologies ou des connaissances spécialisées en sciences naturelles ou humaines, acquises par elle, en principe, grâce à des études secondaires (sanctionnées par exemple par le diplôme de bachelier) ou supérieures.</p>		

Mode de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
II. ENGAGEMENTS SECTORIELS			
1. SERVICES FOURNIS AUX ENTREPRISES			
A. <u>Services professionnels</u>			
a) Services juridiques fournis à titre de "Bengoshi" selon la loi japonaise (861)	1) Ces services doivent être fournis par une personne physique <u>ou par une société de professionnels du droit</u> ⁴ . Présence commerciale obligatoire 2) Ces services doivent être fournis par une personne physique <u>ou par une société de professionnels du droit</u> . Présence commerciale obligatoire 3) Ces services doivent être fournis par une personne physique <u>ou par une société de professionnels du droit</u> . 4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "ENGAGEMENTS HORIZONTAUX" Présence commerciale obligatoire	1) Néant 2) Néant 3) Néant sauf comme indiqué sous "ENGAGEMENTS HORIZONTAUX" 4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "ENGAGEMENTS HORIZONTAUX"	

⁴ En droit japonais, les sociétés de professionnels du droit sont composées d'une personne ou de plusieurs associés qui sont des avocats ayant le statut de "Bengoshi" selon la loi japonaise et qui ont le droit et l'obligation d'exercer dans le cadre de la société de professionnels du droit.

Mode de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
<p>a) Prestation de conseils concernant le droit du territoire ou de la région où le fournisseur de services a la qualité de juriste qualifié <i>(861)</i></p> <p>i) La prestation de conseils en droit ne comprend pas:</p> <p>a) la représentation en qualité de conseil dans les procédures judiciaires devant les tribunaux ou autres organismes publics, non plus que la préparation des pièces juridiques à cet effet;</p>	<p>1) Ces services doivent être fournis par une personne physique Présence commerciale obligatoire</p> <p>2) Ces services doivent être fournis par une personne physique Présence commerciale obligatoire</p> <p>3) Ces services doivent être fournis par une personne physique</p> <p>4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "ENGAGEMENTS HORIZONTAUX" Présence commerciale obligatoire</p>	<p>1) Le fournisseur de services doit résider au Japon au moins 180 jours par an</p> <p>2) Le fournisseur de services doit résider au Japon au moins 180 jours par an</p> <p>3) Néant sauf comme indiqué sous "ENGAGEMENTS HORIZONTAUX"</p> <p>4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "ENGAGEMENTS HORIZONTAUX" Le fournisseur de services doit résider au Japon au moins 180 jours par an</p>	<p>3) i) La pratique du droit international est autorisée à condition que ses dispositions soient ou aient été en vigueur dans la juridiction. La pratique du droit d'un pays tiers <u>est autorisée sous forme d'avis écrits sur chaque question émanant de personnes compétentes (par exemple d'avocats qualifiés dans le pays tiers qui traitent des affaires juridiques relevant du droit de ce pays)</u>. La pratique du droit japonais est interdite.</p> <p>ii) L'association avec un Bengoshi est autorisée mais l'emploi de Bengoshi est interdite.</p>

Mode de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
<p>b) l'expression d'avis juridiques concernant des lois autres que celles du territoire ou de la région où le fournisseur de services a la qualité de juriste qualifié (désignée ci-après par le terme "juridiction");</p> <p>c) la représentation juridique pour la préparation d'actes notariés; ni</p> <p>d) les activités concernant une affaire juridique dont l'objectif premier est l'acquisition, l'annulation ou la modification de droits sur des biens immobiliers sis au Japon ou des droits de propriété industrielle, des droits d'exploitation minière ou d'autres droits résultant de l'enregistrement des droits précités auprès d'un organisme public au Japon.</p>			<p>iii) L'utilisation du nom de la firme est libre, à condition que ce nom soit suivi de la formule "Gaikoku-Ho-Jimu-Bengoshi Jimusho".</p> <p>iv) La représentation dans les affaires d'arbitrage <u>international</u> est autorisée à condition que le droit applicable pour l'arbitrage soit celui que le fournisseur de services est autorisé à pratiquer au Japon.</p>

Mode de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
<p>ii) Le fournisseur des services est tenu de coopérer avec un Bengoshi ou de lui demander son avis dans toute affaire juridique concernant les relations familiales ou des héritages où un ressortissant japonais est partie, ou encore s'il s'agit d'une affaire juridique qui a pour but l'acquisition, l'annulation ou la modification de droits sur des biens immobiliers sis au Japon ou de droits de propriété industrielle, de droits d'exploitation minière ou d'autres droits résultant de l'enregistrement des droits précités auprès d'un organisme public au Japon, pour autant que ce but ne soit pas le principal.</p>			

Mode de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
<p><u>Note explicative:</u></p> <p>Le fournisseur de services doit être agréé en qualité de "Gaikoku-Ho-Jimu-Bengoshi" par le Ministre de la justice et immatriculé auprès de la Fédération des Barreaux japonais.</p> <p>Les conditions de l'agrément du Ministre de la justice sont les suivantes:</p> <ul style="list-style-type: none"> i) Le fournisseur de services a la qualité de juriste dans sa juridiction. ii) Le fournisseur de services exerce la profession de juriste depuis au moins une <u>trois</u> ans dans sa juridiction. iii) Le fournisseur de services n'est pas assujéti, dans sa juridiction, à des clauses d'interdiction qui, si elles s'appliquaient à un Bengoshi, entraîneraient l'interdiction. iv) Le fournisseur de services a l'intention d'exercer sa profession de bonne foi. v) Le fournisseur de services est en possession de plans, d'une résidence et d'une base financière adéquats pour s'acquitter de ses fonctions régulièrement de la façon qui convient. vi) Le fournisseur de services a les moyens d'indemniser ses clients des torts éventuels qu'il leur aurait causés. 			
a) Services juridiques fournis à titre de conseiller en brevets qualifié de "Benrishi" selon la loi japonaise; (86119, 8612, 8613, 8619)	<ul style="list-style-type: none"> 1) Ces services doivent être fournis par une personne physique <u>ou par une société commerciale d'exploitation de brevets</u>⁵ Présence commerciale obligatoire 2) Ces services doivent être fournis par une personne physique <u>ou par une société commerciale d'exploitation de brevets</u> Présence commerciale obligatoire 3) Ces services doivent être fournis par une personne physique <u>ou par une société commerciale d'exploitation de brevets</u> 4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "ENGAGEMENTS HORIZONTAUX" Présence commerciale obligatoire 	<ul style="list-style-type: none"> 1) Néant 2) Néant 3) Néant <i>sauf comme indiqué sous "ENGAGEMENTS HORIZONTAUX"</i> 4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "ENGAGEMENTS HORIZONTAUX" 	

⁵ En droit japonais, les sociétés commerciales d'exploitation de brevets sont composées de deux associés ou plus qui sont des conseillers en brevets ayant le statut de "Benrishi" selon la loi japonaise et qui ont le droit et l'obligation d'exercer dans le cadre de la société commerciale d'exploitation de brevets.

Mode de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
a) Services juridiques fournis à titre de spécialiste des procédures maritimes qualifié de "Kaijidairishi" selon la loi japonaise (861)	1) Ces services doivent être fournis par une personne physique 2) Ces services doivent être fournis par une personne physique 3) Ces services doivent être fournis par une personne physique 4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "ENGAGEMENTS HORIZONTAUX"	1) Néant 2) Néant 3) Néant sauf comme indiqué sous "ENGAGEMENTS HORIZONTAUX" 4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "ENGAGEMENTS HORIZONTAUX"	
b) Services de comptabilité, d'audit ou de tenue de livres fournis à titre de comptable qualifié de "Koninkaikeishi" selon la loi japonaise (862)	1) Ces services doivent être fournis par une personne physique ou une firme d'audit ⁶ Présence commerciale obligatoire dans le cas d'une firme d'audit 2) Ces services doivent être fournis par une personne physique ou une firme d'audit Présence commerciale obligatoire dans le cas d'une firme d'audit 3) Ces services doivent être fournis par une personne physique ou une firme d'audit 4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "ENGAGEMENTS HORIZONTAUX"	1) Néant 2) Néant 3) Néant sauf comme indiqué sous "ENGAGEMENTS HORIZONTAUX" 4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "ENGAGEMENTS HORIZONTAUX"	

⁶ En droit japonais, les firmes d'audit sont composées de cinq associés ou davantage qui sont des comptables qualifiés de "Koninkaikeishi" selon la loi japonaise et ont le droit et l'obligation d'exercer en qualité de firme d'audit.

Mode de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
c) Services de conseil fiscal fournis à titre d'expert-comptable fiscal qualifié de "Zeirishi" selon la loi japonaise (863)	1) Ces services doivent être fournis par une personne physique <u>ou par une société d'experts fiscaux agréés</u> ⁷ Présence commerciale obligatoire 2) Ces services doivent être fournis par une personne physique <u>ou par une société d'experts fiscaux agréés</u> Présence commerciale obligatoire 3) Ces services doivent être fournis par une personne physique <u>ou par une société d'experts fiscaux agréés</u> 4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "ENGAGEMENTS HORIZONTAUX" Présence commerciale obligatoire	1) Néant 2) Néant 3) Néant sauf comme indiqué sous "ENGAGEMENTS HORIZONTAUX" 4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "ENGAGEMENTS HORIZONTAUX"	

⁷ En droit japonais, les sociétés d'experts fiscaux agréés sont composées de deux associés ou plus qui sont des experts fiscaux ayant le statut de "Zeirishi" selon la loi japonaise et qui ont le droit et l'obligation d'exercer dans le cadre de la société d'experts fiscaux agréés.

Mode de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
d), e) Services d'architecture de catégorie A qui doivent être assurés par un fournisseur qualifié de "Kenchikushi" selon la loi japonaise ou par un fournisseur faisant appel à des "Kenchikushi"	1) Présence commerciale obligatoire 2) Présence commerciale obligatoire 3) Néant 4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "ENGAGEMENTS HORIZONTAUX"	1) Néant 2) Néant 3) Néant sauf comme indiqué sous "ENGAGEMENTS HORIZONTAUX" 4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "ENGAGEMENTS HORIZONTAUX"	
<i>Les services d'architecture de catégorie A sont ceux qui doivent être assurés par un fournisseur qualifié de "Kenchikushi" selon la loi japonaise ou par un fournisseur faisant appel à des "Kenchikushi" (CPC 86712, 86713, 86714⁸) (CPC 86722, 86723, 86724⁸, 86725⁸, 86727⁸)</i>			
d), e), <u>g</u>) Services d'architecture de catégorie B qui peuvent être assurés par un fournisseur <u>non</u> qualifié de "Kenchikushi" selon la loi japonaise ou par un fournisseur <u>ne</u> faisant <u>pas</u> appel à des "Kenchikushi"	1) Présence commerciale obligatoire Néant ⁹ 2) Présence commerciale obligatoire Néant ⁹ 3) Néant 4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "ENGAGEMENTS HORIZONTAUX"	1) Néant 2) Néant 3) Néant sauf comme indiqué sous "ENGAGEMENTS HORIZONTAUX" 4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "ENGAGEMENTS HORIZONTAUX"	

⁸ Seuls sont admis les services nécessaires pour la construction de bâtiments, à l'exclusion des services de finition et d'aménagement.

⁹ Si les services sont assurés par un fournisseur qualifié de "Kenchikushi" selon la loi japonaise ou par un fournisseur qui fait appel à des "Kenchikushi", la présence commerciale est obligatoire.

Mode de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
<p>Les services d'architecture de catégorie B sont ceux qui peuvent être assurés par un fournisseur non qualifié en qualité de "Kenchikushi" selon la loi japonaise ou par un fournisseur qui ne fait pas appel à des "Kenchikushi" (y compris en relation avec des contrats de construction de bâtiments, l'encadrement de chantiers de construction de bâtiments, l'inspection et l'agrément des bâtiments, ainsi que la représentation dans les affaires fondées sur la législation, des règlements ou des ordonnances concernant les travaux de construction de bâtiments)</p> <p>(8671, 8672¹⁰, 86742¹⁰)</p>			

¹⁰ Seuls sont admis les services nécessaires pour la construction de bâtiments.

Mode de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
d), e), Services d'architecture g) autres que des catégories A et B (CPC 86711⁸, 8671⁸4, 8671⁸9) (CPC 86721⁸) (CPC 86742⁸)	1) Néant 2) Néant 3) Néant 4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	1) Néant 2) Néant 3) Néant sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux" 4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	
e), f) Services d'ingénierie et services intégrés d'ingénierie (à l'exclusion de ceux liés au pétrole, aux produits pétroliers, au gaz et aux autres matières minérales) (8672 ¹¹) (8673 ¹¹)	1) Néant 2) Néant 3) Néant 4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "ENGAGEMENTS HORIZONTAUX"	1) Néant 2) Néant 3) Néant sauf comme indiqué sous "ENGAGEMENTS HORIZONTAUX" 4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "ENGAGEMENTS HORIZONTAUX"	
e), g), F. e), F. m) Services de consultations en matière de génie civil (86721 ¹² , 86724 ¹² , 86727 ¹² , 86729 ¹²) (86741, 86742 ¹²) (86761 ¹²) (86751 ¹² , 86752 ¹²)	1) Néant 2) Néant 3) Néant 4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "ENGAGEMENTS HORIZONTAUX"	1) Néant 2) Néant 3) Néant sauf comme indiqué sous "ENGAGEMENTS HORIZONTAUX" 4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "ENGAGEMENTS HORIZONTAUX"	
B. Services informatiques et services connexes (à l'exclusion des services informatisés de réservation pour le transport aérien) (841, 842, 843, 844, 845, 849)	1) Néant 2) Néant 3) Néant 4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous ENGAGEMENTS HORIZONTAUX	1) Néant 2) Néant 3) Néant sauf comme indiqué sous "ENGAGEMENTS HORIZONTAUX" 4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "ENGAGEMENTS HORIZONTAUX"	

¹¹ À l'exclusion des services d'architecture et des consultations en matière de génie civil.

¹² Accès limité aux services nécessaires aux fins du génie civil, à l'exclusion de l'établissement de plans techniques pour la construction de bâtiments.

Mode de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
C. Services de recherche/développement			
b) Services de R&D en sciences sociales et sciences humaines (852)	1) Néant 2) Néant 3) Néant 4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "ENGAGEMENTS HORIZONTAUX"	1) Néant 2) Néant 3) Néant <i>sauf comme indiqué sous "ENGAGEMENTS HORIZONTAUX"</i> 4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "ENGAGEMENTS HORIZONTAUX"	
D. Services immobiliers			
a) Services immobiliers se rapportant à des biens propres ou loués (sis au Japon) (821)	1) Présence commerciale obligatoire 2) Présence commerciale obligatoire 3) Néant 4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "ENGAGEMENTS HORIZONTAUX"	1) Néant 2) Néant 3) Néant <i>sauf comme indiqué sous "ENGAGEMENTS HORIZONTAUX"</i> 4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "ENGAGEMENTS HORIZONTAUX"	
a) Services immobiliers se rapportant à des biens propres ou loués (sis hors du Japon) (821)	1) Néant 2) Néant 3) Néant 4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "ENGAGEMENTS HORIZONTAUX"	1) Néant 2) Néant 3) Néant <i>sauf comme indiqué sous "ENGAGEMENTS HORIZONTAUX"</i> 4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "ENGAGEMENTS HORIZONTAUX"	
b) Services immobiliers à forfait ou sous contrat (biens sis au Japon) (822)	1) Présence commerciale obligatoire 2) Présence commerciale obligatoire 3) Néant 4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "ENGAGEMENTS HORIZONTAUX"	1) Néant 2) Néant 3) Néant <i>sauf comme indiqué sous "ENGAGEMENTS HORIZONTAUX"</i> 4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "ENGAGEMENTS HORIZONTAUX"	

Mode de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
b) Services immobiliers à forfait ou sous contrat (biens sis hors du Japon) (822)	1) Néant 2) Néant 3) Néant 4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "ENGAGEMENTS HORIZONTAUX"	1) Néant 2) Néant 3) Néant sauf comme indiqué sous "ENGAGEMENTS HORIZONTAUX" 4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "ENGAGEMENTS HORIZONTAUX"	
E. <u>Services de location simple ou en crédit-bail sans opérateurs</u>			
c) Services de location simple ou en crédit-bail sans opérateurs de matériel de transport autres que les navires et aéronefs (83101, 83102, 83105)	1) Néant 2) Néant 3) Néant 4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "ENGAGEMENTS HORIZONTAUX"	1) Néant 2) Néant 3) Néant sauf comme indiqué sous "ENGAGEMENTS HORIZONTAUX" 4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "ENGAGEMENTS HORIZONTAUX"	
d), e) Services de location simple ou en crédit-bail de machines et de matériels sans opérateurs autres que le matériel de transport (83106-83109) (832)	1) Néant 2) Néant 3) Néant 4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "ENGAGEMENTS HORIZONTAUX"	1) Néant 2) Néant 3) Néant sauf comme indiqué sous "ENGAGEMENTS HORIZONTAUX" 4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "ENGAGEMENTS HORIZONTAUX"	
F. <u>Autres services fournis aux entreprises</u>			
a) Services de publicité (871)	1) Néant 2) Néant 3) Néant 4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "ENGAGEMENTS HORIZONTAUX"	1) Néant 2) Néant 3) Néant sauf comme indiqué sous "ENGAGEMENTS HORIZONTAUX" 4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "ENGAGEMENTS HORIZONTAUX"	

Mode de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
b) Services d'études de marché et de sondages (864)	1) Néant 2) Néant 3) Néant 4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "ENGAGEMENTS HORIZONTAUX"	1) Néant 2) Néant 3) Néant sauf comme indiqué sous "ENGAGEMENTS HORIZONTAUX" 4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "ENGAGEMENTS HORIZONTAUX"	
c) Services de conseil en gestion (865)	1) Néant 2) Néant 3) Néant 4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "ENGAGEMENTS HORIZONTAUX"	1) Néant 2) Néant 3) Néant sauf comme indiqué sous "ENGAGEMENTS HORIZONTAUX" 4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "ENGAGEMENTS HORIZONTAUX"	
d) Services connexes aux services de consultations en matière de gestion (86601, 86609)	1) Néant 2) Néant 3) Néant 4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "ENGAGEMENTS HORIZONTAUX"	1) Néant 2) Néant 3) Néant sauf comme indiqué sous "ENGAGEMENTS HORIZONTAUX" 4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "ENGAGEMENTS HORIZONTAUX"	

Mode de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
<p>k) <u>Services de placement de personnel au Japon sauf dans les professions suivantes (limités à la création d'une relation d'emploi entre un demandeur d'emploi et un employeur qui recherche du personnel, sur la base d'offres et de demandes d'emploi):</u></p> <p><u>i) les services de transport portuaire</u></p> <p><u>ii) la construction; et</u></p> <p><u>iii) les travaux qui, selon ordonnance du Ministère de la santé, du travail et de la protection sociale, risquent de compromettre la sécurité de ceux qui les exécutent. (Jusqu'à présent, ils n'étaient pas visés.) (87201, 87202)</u></p>	<p>1) Non consolidé</p> <p>2) Non consolidé*</p> <p>3) Néant Le nombre des licences délivrées aux fournisseurs de services peut être limité.</p> <p>4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "ENGAGEMENTS HORIZONTAUX"</p>	<p>1) Non consolidé</p> <p>2) Non consolidé*</p> <p>3) Néant sauf comme indiqué sous "ENGAGEMENTS HORIZONTAUX"</p> <p>4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "ENGAGEMENTS HORIZONTAUX"</p>	

* Non consolidé parce que techniquement impraticable.

Mode de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
<p>Services de placement de personnel au Japon dans les 29 professions suivantes (limités à la création d'une relation d'emploi entre un demandeur d'emploi et un employeur qui recherche du personnel, sur la base d'offres et de demandes d'emploi):</p> <p>— i) artiste de précision,</p> <p>— ii) professionnel du spectacle,</p> <p>— iii) technicien scientifique,</p> <p>— iv) médecin,</p> <p>— v) dentiste,</p> <p>— vi) pharmacien,</p> <p>— vii) sage femme,</p> <p>— viii) infirmière,</p> <p>— ix) technicien médical,</p> <p>— x) technicien dentaire,</p> <p>— xi) créateur de mode,</p> <p>— xii) technicien de l'audiovisuel ou du théâtre,</p> <p>— xiii) avocat,</p> <p>— xiv) expert-comptable agréé,</p> <p>— xv) avocat en brevets,</p> <p>— xvi) directeur d'entreprise,</p>			

Mode de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
<ul style="list-style-type: none"> — xvii) technicien pâtissier, — xviii) femme de ménage, — xix) coiffeur pour hommes, — xx) coiffeur pour dames, — xxi) confectionneur de kimonos japonais, — xxii) serveur de restaurant, — xxiii) modèle, — xxiv) cuisinier, — xxv) barman, — xxvi) technicien de laverie, — xxvii) interprète, — xxviii) vendeur de magasin, et — xxix) conducteur d'autocar d'excursions — (CPC 87201, 87202) 			

Mode de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
<p>k) Fourniture de services de personnel au Japon¹³ sauf dans les activités suivantes (limitée à la prestation de services de salariés du fournisseur pour travailler sous la direction d'un tiers tout en restant employés par le fournisseur de services):</p> <p><u>i) les services de transport portuaire</u></p> <p><u>ii) la construction;</u></p> <p><u>iii) le gardiennage;</u></p> <p><u>iv) autres activités (notamment les activités liées à la médecine) visées par l'ordonnance ministérielle, après consultation du Conseil de la politique du travail; et</u></p>	<p>1) Non consolidé</p> <p>2) Non consolidé*</p> <p>3) Néant Le nombre des licences délivrées aux fournisseurs de services peut être limité.</p> <p>4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "ENGAGEMENTS HORIZONTAUX"</p>	<p>1) Non consolidé</p> <p>2) Non consolidé*</p> <p>3) Néant sauf comme indiqué sous "ENGAGEMENTS HORIZONTAUX"</p> <p>4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "ENGAGEMENTS HORIZONTAUX"</p>	

¹³ (Note explicative)

Le travailleur fourni ne peut l'être depuis l'extérieur du Japon par transfert à l'intérieur de sa société.

* Non consolidé parce que techniquement impraticable.

Mode de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
<p><u>v) les activités manufacturières visées par l'ordonnance du Ministère de la santé, du travail et de la protection sociale (87203, 87209)</u></p> <p>— Fourniture de services de personnel au Japon⁺⁴ dans les 16 activités suivantes (limitée à la prestation de services de salariés du fournisseur pour travailler sous la direction d'un tiers tout en restant employés par le fournisseur de services):</p> <p>— i) Conception ou entretien d'un système informatique, conception, réalisation ou entretien d'un logiciel;</p> <p>— ii) Conception ou dessin de machines, appareils ou instruments (ci-après désignés "appareils mécaniques") ou encore d'équipements composés d'appareils mécaniques;</p>			

⁺⁴ (Note explicative)

Le travailleur fourni ne peut l'être depuis l'extérieur du Japon par transfert à l'intérieur de sa société.

Mode de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
<ul style="list-style-type: none"> — iii) Conduite d'appareils — —mécaniques pour — —l'enregistrement des — —images ou du son, etc., — —à utiliser dans la — —production d'émissions; — iv) Direction de la — —production d'émissions; — v) Conduite d'ordinateurs, — —de machines à écrire, — —de télex ou d'autres — —appareils de bureau — —similaires; — vi) Interprétation, — —traduction ou — —sténographie; — vii) Travail de secrétariat — —pour un représentant ou — —autre cadre de direction — —d'une personne morale; — viii) Classement ou — —rangement de — —documents, bandes — —magnétiques, etc., — —nécessitant une — —expertise, des — —techniques ou une — —expérience avancées; 			

Mode de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
<ul style="list-style-type: none"> — ix) Étude de marchés, etc., — ou encore exploitation — ou analyse des résultats — de ces études afin — d'obtenir les — informations — nécessaires pour la — création de nouveaux — produits ou la — préparation des ventes, — plans, etc.; — x) Établissement de — bilans, d'états de profits — et pertes et d'autres — documents financiers, — et autres travaux liés à — des affaires — financières; — xi) Établissement de — documents pour le — commerce international — ou d'autres opérations — avec l'étranger, ou bien — de contrats écrits, de — reçus, de — connaissances ou — autres documents — similaires destinés à — des transactions dans le — pays; 			

Mode de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
<p>— (xii) Introduction and</p> <p>— explanation of the</p> <p>— capacity and operation,</p> <p>— etc., of computers, cars</p> <p>— and other machinery</p> <p>— which require</p> <p>— advanced expertise,</p> <p>— technique or</p> <p>— experience in order to</p> <p>— operate appropriately;</p> <p>— xii) Présentation et</p> <p>— explication des</p> <p>— capacités et du</p> <p>— fonctionnement, etc.,</p> <p>— d'ordinateurs,</p> <p>— automobiles et autres</p> <p>— appareils mécaniques,</p> <p>— dont le bon</p> <p>— fonctionnement</p> <p>— nécessite une expertise,</p> <p>— des techniques ou une</p> <p>— expérience avancées</p> <p>— pour leur bon</p> <p>— fonctionnement;</p>			

Mode de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
<ul style="list-style-type: none"> — xiii) Gestion des itinéraires — touristiques; — accompagnement des — touristes, prestation de — services accessoires; — travail pour la — commodité des — touristes (sauf service — de boissons ou de repas — à bord des véhicules; — navires ou aéronefs); — accueil et aiguillage — des touristes dans les — bâtiments utilisés au — départ, à l'arrivée ou — pour l'attente dans les — gares ou sur les quais — pour les passagers de — véhicules, navires ou — aéronefs; — xiv) Nettoyage des — bâtiments; 			

Mode de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
<p>— xv) Exploitation,</p> <p>— inspection et entretien</p> <p>— des équipements de</p> <p>— fourniture d'électricité,</p> <p>— de gaz et d'eau, de</p> <p>— drainage, d'aération, de</p> <p>— chauffage, de</p> <p>— climatisation,</p> <p>— d'extinction des</p> <p>— incendies, d'évacuation</p> <p>— de la fumée ou</p> <p>— d'assainissement, des</p> <p>— cheminées, ascenseurs</p> <p>— ou paratonnerres</p> <p>— installés dans les</p> <p>— bâtiments (ci après</p> <p>— dénommés</p> <p>— "équipement des</p> <p>— bâtiments"); enfin</p> <p>— xvi) Réception des</p> <p>— visiteurs, service de</p> <p>— guides dans les</p> <p>— bâtiments ou les lieux</p> <p>— d'exposition, garde des</p> <p>— parkings, entretien et</p> <p>— exploitation des</p> <p>— équipements (autres</p> <p>— que les équipements</p> <p>— des bâtiments) installés</p> <p>— dans les immeubles</p> <p>— pour la commodité des</p> <p>— visiteurs, des</p> <p>— travailleurs ou des</p> <p>— habitants, afin d'assurer</p> <p>— la bonne utilisation des</p> <p>— immeubles.</p> <p>— (CPC 87203, 87209)</p>			

Mode de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
l) Services d'enquêtes (87301)	1) Néant 2) Néant 3) Néant 4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "ENGAGEMENTS HORIZONTAUX"	1) Néant 2) Néant 3) Néant 4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "ENGAGEMENTS HORIZONTAUX"	
m) Services de consultations scientifiques et techniques connexes (à l'exclusion de ceux concernant le pétrole, les produits pétroliers, le gaz, les matières minérales et les levés) (86751, 86752)	1) Néant 2) Néant 3) Néant 4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "ENGAGEMENTS HORIZONTAUX"	1) Néant 2) Néant 3) Néant sauf comme indiqué sous "ENGAGEMENTS HORIZONTAUX" 4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "ENGAGEMENTS HORIZONTAUX"	
m) Services de prospection en surface de terrains sis au Japon (86753, 86754)	1) Présence commerciale obligatoire sauf pour les prospections autres que celles qui s'appuient sur les levés primaires ¹⁴ ou les levés publics ¹⁵ ainsi que pour la prospection des zones de faible étendue ou les prospections qui n'exigent pas une haute précision. 2) Présence commerciale obligatoire sauf pour les prospections autres que celles qui s'appuient sur les levés primaires ou les levés publics ainsi que pour la prospection des zones de faible étendue ou les prospections qui n'exigent pas une haute précision. 3) Néant 4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "ENGAGEMENTS HORIZONTAUX"	1) Néant 2) Néant 3) Néant sauf comme indiqué sous "ENGAGEMENTS HORIZONTAUX" 4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "ENGAGEMENTS HORIZONTAUX"	

¹⁴ Les levés primaires sont des prospections initiales ou fondamentales, réalisées par l'Institut géographique du Ministère de l'aménagement du territoire, des infrastructures et des transports ~~Ministère de la construction~~, qui servent de point de départ pour toutes les autres prospections.

¹⁵ Les levés publics sont des prospections, autres que les levés primaires, qui ne se pratiquent pas dans les zones de faible étendue ou qui n'exigent pas une haute précision, et qui sont réalisés partiellement ou intégralement aux frais du gouvernement ou d'autres organismes publics, ou subventionnés par eux.

Mode de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
m) Services de prospection en surface de terrains sis hors du Japon (86753, 86754)	1) Néant 2) Néant 3) Néant 4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "ENGAGEMENTS HORIZONTAUX"	1) Néant 2) Néant 3) Néant sauf comme indiqué sous "ENGAGEMENTS HORIZONTAUX" 4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "ENGAGEMENTS HORIZONTAUX"	
n) Services d'entretien et de réparation de matériels (à l'exclusion des navires, aéronefs et autres matériels de transport) (633, 8861-8866)	1) Non consolidé* 2) Néant 3) Néant 4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "ENGAGEMENTS HORIZONTAUX"	1) Non consolidé* 2) Néant 3) Néant sauf comme indiqué sous "ENGAGEMENTS HORIZONTAUX" 4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "ENGAGEMENTS HORIZONTAUX"	
o) Services de nettoyage de bâtiments (87401, 87402, 87403, 87409)	1) Non consolidé* 2) Néant 3) Néant 4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "ENGAGEMENTS HORIZONTAUX"	1) Non consolidé* 2) Néant 3) Néant sauf comme indiqué sous "ENGAGEMENTS HORIZONTAUX" 4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "ENGAGEMENTS HORIZONTAUX"	
p) Services photographiques (875)	1) Néant 2) Néant 3) Néant 4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "ENGAGEMENTS HORIZONTAUX"	1) Néant 2) Néant 3) Néant sauf comme indiqué sous "ENGAGEMENTS HORIZONTAUX" 4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "ENGAGEMENTS HORIZONTAUX"	

* Non consolidé parce que techniquement impraticable.

Mode de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
q) Services de conditionnement (876)	1) Néant 2) Néant 3) Néant 4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "ENGAGEMENTS HORIZONTAUX"	1) Néant 2) Néant 3) Néant sauf comme indiqué sous <u>"ENGAGEMENTS HORIZONTAUX"</u> 4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "ENGAGEMENTS HORIZONTAUX"	
r) Services de publication et d'impression (88442)	1) Néant 2) Néant 3) Néant 4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "ENGAGEMENTS HORIZONTAUX"	1) Néant 2) Néant 3) Néant sauf comme indiqué sous <u>"ENGAGEMENTS HORIZONTAUX"</u> 4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "ENGAGEMENTS HORIZONTAUX"	
s) Services de congrès (87909)	1) Néant Non consolidé* 2) Néant 3) Néant 4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "ENGAGEMENTS HORIZONTAUX"	1) Néant Non consolidé* 2) Néant 3) Néant sauf comme indiqué sous <u>"ENGAGEMENTS HORIZONTAUX"</u> 4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "ENGAGEMENTS HORIZONTAUX"	
t) <u>Services de réponse téléphonique (87903)</u>	1) <u>Néant</u> 2) <u>Néant</u> 3) <u>Néant</u> 4) <u>Non consolidé sauf comme indiqué sous "ENGAGEMENTS HORIZONTAUX"</u>	1) <u>Néant</u> 2) <u>Néant</u> 3) <u>Néant</u> 4) <u>Non consolidé sauf comme indiqué sous "ENGAGEMENTS HORIZONTAUX"</u>	
t) <u>Services de reprographie (87904)</u>	1) <u>Néant</u> 2) <u>Néant</u> 3) <u>Néant</u> 4) <u>Non consolidé sauf comme indiqué sous "ENGAGEMENTS HORIZONTAUX"</u>	1) <u>Néant</u> 2) <u>Néant</u> 3) <u>Néant</u> 4) <u>Non consolidé sauf comme indiqué sous "ENGAGEMENTS HORIZONTAUX"</u>	

* Non consolidé parce que techniquement impraticable.

Mode de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
t) Services de traduction et d'interprétation (87905)	1) Néant 2) Néant 3) Néant 4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "ENGAGEMENTS HORIZONTAUX"	1) Néant 2) Néant 3) Néant sauf comme indiqué sous "ENGAGEMENTS HORIZONTAUX" 4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "ENGAGEMENTS HORIZONTAUX"	
t) <u>Services d'établissement de listes d'adresses et services d'expédition (87906)</u>	<u>1) Néant</u> <u>2) Néant</u> <u>3) Néant</u> <u>4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "ENGAGEMENTS HORIZONTAUX"</u>	<u>1) Néant</u> <u>2) Néant</u> <u>3) Néant</u> <u>4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "ENGAGEMENTS HORIZONTAUX"</u>	
t) Services de conception spécialisés (87907)	1) Néant 2) Néant 3) Néant 4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "ENGAGEMENTS HORIZONTAUX"	1) Néant 2) Néant 3) Néant sauf comme indiqué sous "ENGAGEMENTS HORIZONTAUX" 4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "ENGAGEMENTS HORIZONTAUX"	

Mode de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
<p>2. SERVICES DE COMMUNICATION</p> <p><u>B. Services de courrier¹⁶</u></p> <p><u>Services de distribution du courrier fournis par les sociétés de distribution d'envois spéciaux</u></p> <p><u>Les sociétés de distribution d'envois spéciaux sont des entreprises qui fournissent des services de distribution du courrier pour les envois suivants, conformément à la Loi sur la distribution du courrier effectuée par des opérateurs du secteur privé:</u></p> <p>i) <u>envois devant être distribués dans un délai de trois heures après avoir été postés;</u></p>	<p>1) <u>Non consolidé</u></p> <p>2) <u>Néant</u></p> <p>3) <u>Néant</u></p> <p>4) <u>Non consolidé sauf comme indiqué sous "ENGAGEMENTS HORIZONTAUX"</u></p>	<p>1) <u>Non consolidé</u></p> <p>2) <u>Néant</u></p> <p>3) <u>Néant</u></p> <p>4) <u>Non consolidé sauf comme indiqué sous "ENGAGEMENTS HORIZONTAUX"</u></p>	

¹⁶ Les fournisseurs de services de courrier sont soumis à des prescriptions d'autorisation/d'immatriculation en ce qui concerne les modes des services de transport utilisés. Les engagements du Japon relatifs aux services de courrier autres que les services de distribution du courrier, y compris les services fournis par les sociétés de distribution d'envois spéciaux sont indiqués sous "Services de transport" (voir la partie 11. SERVICES DE TRANSPORT).

Mode de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
<p>ii) <u>envois dont les frais de distribution excèdent le montant prévu par l'ordonnance du Ministère de l'administration publique, de l'intérieur et des postes et télécommunications, et s'élèvent au moins à 1 000 yens; et</u></p> <p>iii) <u>envois dont la somme des dimensions dépasse 90 cm ou dont le poids est supérieur à 4 kg.</u></p>			

Mode de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
C. Services de télécommunication Services de télécommunication de base fournis par des entreprises de télécommunication du type I ou du type II: <u>Services de télécommunication de base:</u> a) Services de téléphonie vocale; (7521) b) Services de transmission de données avec commutation par paquets; (7523**) c) Services de transmission de données avec commutation de circuits; (7523**) d) Services de télex; (7523**) f) Services de télécopie; (7521**, 7529**) g) Services de circuits loués privés; et (7522**, 7523**) o) Autres	1) Néant 2) Néant 3) La participation étrangère, directe et/ou indirecte, au capital des sociétés de la <u>Société nippone des télégraphes et téléphones (NTT)</u> ¹⁷ et KDD doit être inférieure à un <u>cinquième tiers</u> 4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "ENGAGEMENTS HORIZONTAUX"	1) Néant 2) Néant 3) Les membres du conseil d'administration et les vérificateurs des comptes des sociétés de la NTT <u>et des sociétés régionales</u> et KDD doivent avoir la nationalité japonaise <u>Comme indiqué sous "ENGAGEMENTS HORIZONTAUX"</u> 4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "ENGAGEMENTS HORIZONTAUX"	Le Japon contracte les obligations concernant les services de télécommunication de base, <u>définies dans le document de référence</u> ci-joint

^{**} Les services en question ne constituent qu'une partie des activités couvertes par le numéro indiqué de la CPC.

¹⁷ NTT doit détenir la totalité des actions émises par les sociétés régionales.

Mode de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
<p>— Les entreprises de télécommunication du type I sont les entreprises qui fournissent des services de télécommunication en mettant en place des circuits de télécommunication</p> <p>— Les entreprises de télécommunication du type II sont toutes celles qui n'appartiennent pas au type I.</p> <p>— Les circuits de télécommunication sont les équipements de transmission reliant les points d'émission aux points de réception, les dispositifs de commutation qui en sont inséparables et les autres équipements accessoires</p>			
<p>— Services à valeur ajoutée fournis par des entreprises de télécommunication du type II:</p> <p><u>Services à valeur ajoutée:</u></p> <p>h) Services de courrier électronique (7523**)</p> <p>i) Services d'audiomessagerie téléphonique (7521/7523**)</p>	<p>1) — Néant</p> <p>2) — Néant</p> <p>3) — Néant</p> <p>4) — Non consolidé sauf comme indiqué sous "*ENGAGEMENTS HORIZONTAUX"</p>	<p>1) — Néant</p> <p>2) — Néant</p> <p>3) — Néant sauf comme indiqué sous "*ENGAGEMENTS HORIZONTAUX"</p> <p>4) — Non consolidé sauf comme indiqué sous "*ENGAGEMENTS HORIZONTAUX"</p>	

** Les services en question ne constituent qu'une partie des activités couvertes par le numéro indiqué de la CPC.

Mode de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
j) Services directs de recherche d'informations permanente et de serveur de bases de données (7523**)			
k) Services d'échange électronique de données (EDI) (7523**)			
l) Services <u>à valeur ajoutée</u> /améliorés de télécopie, <u>y compris enregistrement et retransmission et enregistrement et recherche</u> (75297523**)			
m) Services de conversion de codes et de protocoles et (CPC 7523)			
n) Services de traitement direct de l'information et/ou de données (<u>y compris traitement transactionnel</u>) (843**)			
o) Autres			

** Les services en question ne constituent qu'une partie des activités couvertes par le numéro indiqué de la CPC.

Mode de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
<p>— Les engagements spécifiques dans le secteur des télécommunications ne s'appliquent pas aux services d'audiotransmission fournis par des circuits intérieurs loués reliés à des réseaux publics.</p> <p>— Les entreprises de télécommunication du type II sont toutes celles qui n'appartiennent pas au type I. Les entreprises de télécommunication du type I sont toutes celles qui fournissent des services de télécommunication par circuits.</p> <p>— Les circuits de télécommunication sont les équipements de transmission reliant les points d'émission aux points de réception, les dispositifs de commutation qui en sont inséparables et les autres équipements accessoires</p>			

Mode de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
D. Services audiovisuels			
a) Services de production et de distribution de films cinématographiques et de bandes vidéo (9611)	1) Néant 2) Néant 3) Néant 4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "ENGAGEMENTS HORIZONTAUX"	1) Néant 2) Néant 3) Néant sauf comme indiqué sous "ENGAGEMENTS HORIZONTAUX" 4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "ENGAGEMENTS HORIZONTAUX"	
b) Services de projection de films cinématographiques (9612)	1) Non consolidé * <u>Non consolidé</u> 2) Néant 3) Néant 4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "ENGAGEMENTS HORIZONTAUX"	1) Non consolidé* Non consolidé 2) Néant 3) Néant sauf comme indiqué sous "ENGAGEMENTS HORIZONTAUX" 4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "ENGAGEMENTS HORIZONTAUX"	
e) Services d'enregistrement du son	1) Néant 2) Néant 3) Néant 4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "ENGAGEMENTS HORIZONTAUX"	1) Néant 2) Néant 3) Néant sauf comme indiqué sous "ENGAGEMENTS HORIZONTAUX" 4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "ENGAGEMENTS HORIZONTAUX"	
3. SERVICES DE CONSTRUCTION ET SERVICES D'INGÉNIERIE CONNEXES (sauf les services liés à l'exploitation des mines et carrières)	1) Non consolidé* 2) Néant 3) Néant 4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "ENGAGEMENTS HORIZONTAUX"	1) Non consolidé* 2) Néant 3) Néant sauf comme indiqué sous "ENGAGEMENTS HORIZONTAUX" 4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "ENGAGEMENTS HORIZONTAUX"	
A. <u>Travaux de construction de bâtiments</u> (512)			

Mode de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
B. <u>Travaux de construction d'ouvrages de génie civil</u> (513)			
C. <u>Assemblage et pose d'installations</u> (514, 516)			
D. <u>Travaux d'achèvement et de finition des bâtiments</u> (517)			
E. <u>Autres</u> (511, 515, 518)			
4. SERVICES DE DISTRIBUTION			
A. <u>Services de courtage</u> (621, 61111, 61130, 61210)	1) Néant 2) Néant 3) Néant	1) Néant 2) Néant 3) Néant sauf comme indiqué sous "ENGAGEMENTS HORIZONTAUX"	
B. <u>Services de commerce de gros</u> (622, 61111, 61130, 61210)	4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "ENGAGEMENTS HORIZONTAUX"	4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "ENGAGEMENTS HORIZONTAUX"	
C. <u>Services de commerce de détail</u> (631, 632, 61112, 61130, 61210)			

Mode de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
<p>D. <u>Services de franchisage (8929)</u></p> <p><i>Les engagements spécifiques dans le secteur des services de distribution ne s'appliquent pas aux</i> <u>Sont exclus des services indiqués ci-dessus</u> les services qui se rapportent au pétrole, aux produits pétroliers, au riz, au tabac, au sel, aux boissons alcooliques, non plus qu'aux services fournis sur le marché public de gros¹⁸</p> <p>Le marché public de gros est constitué avec l'agrément des autorités nationales ou locales pour la prestation de services de courtage et de services de commerce de gros concernant les aliments frais, y compris les légumes, les fruits, les produits de la mer, les viandes et les autres produits de consommation courante, ainsi que les fleurs; ce marché comprend une salle de ventes aux enchères, un parking et les autres équipements nécessaires pour le commerce et la manutention des produits précités, et il est ouvert en permanence.</p>			

Mode de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
<p>5. SERVICES D'ÉDUCATION</p> <p><u>Services d'éducation fournis par des établissements officiels d'enseignement établis au Japon. (Les établissements officiels d'enseignement sont les écoles primaires, les écoles secondaires du premier degré, les écoles secondaires du second degré, les universités, les collèges techniques, les écoles pour aveugles, les écoles pour sourds, les écoles pour handicapés et les jardins d'enfants):</u></p> <p><u>Services d'éducation fournis dans le cadre de l'enseignement institutionnel:</u></p> <p>A. <u>Services d'enseignement primaire</u>19 20 (à l'exclusion des écoles maternelles) et (9211, 9219)</p>	<p>1) Non consolidé*<u>Non consolidé</u></p> <p>2) Non consolidé*<u>Non consolidé</u></p> <p>3) Les établissements d'enseignement institutionnel doivent être fondés par des personnes morales appartenant à l'académie²¹</p> <p>4) Non consolidé</p>	<p>1) Non consolidé*<u>Non consolidé</u></p> <p>2) Non consolidé*<u>Non consolidé</u></p> <p>3) Néant sauf comme indiqué sous "ENGAGEMENTS HORIZONTAUX"</p> <p>4) Non consolidé</p>	

Mode de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
B. <u>Services d'enseignement secondaire</u> ^{19,20} et (9221, 9222, 9223)	1) Non consolidé * <u>Non consolidé</u> 2) Non consolidé <u>Néant</u> 3) Les établissements d'enseignement institutionnel doivent être fondés par des personnes morales appartenant à l'académie ²¹ 4) <u>Non consolidé sauf comme indiqué sous "ENGAGEMENTS HORIZONTAUX"</u>	1) Non consolidé * <u>Non consolidé</u> 2) Non consolidé <u>Néant</u> 3) Néant sauf comme indiqué sous "ENGAGEMENTS HORIZONTAUX" 4) <u>Non consolidé sauf comme indiqué sous "ENGAGEMENTS HORIZONTAUX"</u>	
C. <u>Services d'enseignement supérieur</u> ^{19,20} , fournis dans le cadre de l'enseignement institutionnel (9231, 9239)			

¹⁹ Ces services d'éducation fournis dans le cadre de l'enseignement institutionnel au Japon sont fournis par des établissements officiels d'enseignement. Les "établissements d'enseignement institutionnel" désignent les écoles primaires, les écoles secondaires du premier degré, les écoles secondaires du second degré, les universités, les établissements universitaires à cycle court, les instituts techniques, les écoles pour aveugles, les écoles pour sourds, les écoles pour handicapés et les jardins d'enfants.

²⁰ Les engagements spécifiques concernant l'accès aux marchés et le traitement national quel que soit le mode de fourniture ne doivent pas être considérés comme s'appliquant à la reconnaissance des unités de valeur, des diplômes et d'autres certificats délivrés dans le cadre des établissements d'enseignement institutionnel, des collèges qui dispensent une formation spécialisée (Senshu-Gakko) et des établissements scolaires pluridisciplinaires (Kakushu-Gakko) conformément à la loi japonaise.

²¹ Les personnes morales appartenant à l'académie sont des personnes morales sans but lucratif fondées aux fins de fournir des services d'enseignement conformément à la législation japonaise.

* ~~Non consolidé parce que techniquement impraticable.~~

Mode de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
D. <u>Services d'enseignement pour adultes</u> ^{20,22} (924)	1) Néant 2) Néant 3) Néant	1) Néant 2) Néant 3) Néant sauf comme indiqué sous "ENGAGEMENTS HORIZONTAUX"	
E. <u>Autres services d'enseignement</u> ^{20,22} (929) Enseignement en langues étrangères destiné aux adultes (à l'exclusion des services fournis par les établissements officiels d'enseignement établis au Japon). Les établissements officiels d'enseignement sont les écoles primaires, les écoles secondaires du premier degré, les écoles secondaires du second degré, les universités, les collèges techniques, les écoles pour aveugles, les écoles pour sourds, les écoles pour handicapés, les jardins d'enfants, les collèges qui dispensent une formation spéciale et divers établissements scolaires. (92400)	4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "ENGAGEMENTS HORIZONTAUX"	4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "ENGAGEMENTS HORIZONTAUX"	

²² Les établissements d'enseignement institutionnel doivent être fondés par des personnes morales appartenant à l'académie. Il peut être exigé des collèges qui dispensent une formation spécialisée et des établissements scolaires pluridisciplinaires qu'ils soient fondés par des personnes morales appartenant à l'académie. Les établissements d'enseignement institutionnel dispensent l'enseignement institutionnel mais peuvent fournir parallèlement des services d'enseignement autres que l'enseignement institutionnel, tandis que les collèges qui dispensent une formation spécialisée et les établissements scolaires pluridisciplinaires fournissent des services d'enseignement autres que l'enseignement institutionnel.

Mode de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
6. SERVICES ENVIRONNEMENTAUX	<i>{Note: La classification et les engagements spécifiques du Japon pour ce secteur pourront être modifiés en fonction des débats ultérieurs et du consensus auquel parviendront les Membres au sujet de la classification}</i>		
<u>A. Eau destinée à la consommation humaine* et gestion des eaux usées</u> A. a) Services d'assainissement (9401)	<i>{*sous réserve d'un <u>consensus</u> entre les Membres au sujet de la classification}</i> 1) Non consolidé* 2) Néant 3) Néant 4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "ENGAGEMENTS HORIZONTAUX"	<i>{*sous réserve d'un <u>consensus</u> entre les Membres au sujet de la classification}</i> 1) Non consolidé* 2) Néant 3) Néant sauf comme indiqué sous "ENGAGEMENTS HORIZONTAUX" 4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "ENGAGEMENTS HORIZONTAUX"	
<u>B. Gestion des déchets solides/dangereux</u> B. a) Services d'enlèvement des ordures (9402) C. b) Services de voirie (9403) D. Autres	Le nombre des autorisations délivrées aux fournisseurs de services de dégazage en mer peut être limité 1) Non consolidé* 2) Néant 3) Néant 4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "ENGAGEMENTS HORIZONTAUX"	1) Non consolidé* 2) Néant 3) Néant sauf comme indiqué sous "ENGAGEMENTS HORIZONTAUX" 4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "ENGAGEMENTS HORIZONTAUX"	
<u>C. Protection de l'air et du climat</u> a) Services de purification des gaz brûlés (9404)	1) Non consolidé* 2) Néant 3) Néant 4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "ENGAGEMENTS HORIZONTAUX"	1) Non consolidé* 2) Néant 3) Néant sauf comme indiqué sous "ENGAGEMENTS HORIZONTAUX" 4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "ENGAGEMENTS HORIZONTAUX"	

* Non consolidé parce que techniquement impraticable.

Mode de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
<u>E. Lutte contre le bruit et les vibrations</u> a) Services de lutte contre le bruit (9405) b) <u>Services de lutte contre les vibrations</u>	1) Non consolidé* 2) Néant 3) Néant 4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "ENGAGEMENTS HORIZONTAUX"	1) Non consolidé* 2) Néant 3) Néant <i>sauf comme indiqué sous "ENGAGEMENTS HORIZONTAUX"</i> 4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "ENGAGEMENTS HORIZONTAUX"	
<u>F. Protection de la biodiversité et des paysages</u> a) Services de protection de la nature et des paysages (9406)	1) Non consolidé* 2) Néant 3) Néant 4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "ENGAGEMENTS HORIZONTAUX"	1) Non consolidé* 2) Néant 3) Néant <i>sauf comme indiqué sous "ENGAGEMENTS HORIZONTAUX"</i> 4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "ENGAGEMENTS HORIZONTAUX"	
<u>G. Autres services environnementaux et services auxiliaires</u> a) Autres services de protection de l'environnement (9409)	1) Non consolidé* 2) Néant 3) Néant 4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "ENGAGEMENTS HORIZONTAUX"	1) Non consolidé* 2) Néant 3) Néant <i>sauf comme indiqué sous "ENGAGEMENTS HORIZONTAUX"</i> 4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "ENGAGEMENTS HORIZONTAUX"	

* Non consolidé parce que techniquement impraticable.

Mode de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
<p>7. SERVICES FINANCIERS</p> <p>Le Japon souscrit ses engagements spécifiques en matière de services financiers non seulement conformément à la Partie III du présent accord et à l'Annexe sur les services financiers mais également conformément au Mémorandum d'accord sur les engagements relatifs aux services financiers (ci-après dénommé le "Mémorandum", qui est joint à la présente liste et qui en fait partie intégrante). Ainsi, les engagements au titre du Mémorandum dans le secteur des services financiers viennent s'ajouter à ceux qui sont couverts par les dispositions de la Partie III du présent accord et de l'Annexe sur les services financiers.</p> <p>Pour des raisons prudentielles au titre du paragraphe 2 a) de l'Annexe sur les services financiers, il ne sera pas interdit au Japon de prendre certaines mesures, par exemple limitations non discriminatoires des formes juridiques de présence commerciale. Pour les mêmes raisons, il ne sera pas interdit au Japon d'appliquer des limitations non discriminatoires concernant l'admission sur le marché de nouveaux services financiers, limitations qui seront conformes au cadre réglementaire qui a pour but d'atteindre ces objectifs prudentiels. Ainsi, les maisons de titres sont autorisées à négocier les titres définis dans la législation japonaise en la matière, tandis que les banques n'y sont pas autorisées sauf conformément à ladite législation.</p> <p>En ce qui concerne les engagements spécifiques dans le secteur des services financiers, les services fournis sur le territoire d'un Membre autre que le Japon à un consommateur au Japon, sans qu'il y ait marketing actif de la part du fournisseur de services, sont censés être fournis conformément au paragraphe 2 b) de l'article premier du présent accord.</p>			
<p>A. <u>Services d'assurance et services connexes</u></p>	<p>Les engagements spécifiques figurant dans la colonne "accès aux marchés" s'agissant de la fourniture d'un service dans les conditions prescrites au paragraphe 2 a) et b) de l'article premier du présent accord ne sont pas consolidés, à l'exception des obligations au titre des paragraphes 3 et 4 du Mémorandum qui sont contractées dans ce secteur en sus de celles couvertes par les dispositions de la Partie III du présent accord et de l'Annexe sur les services financiers, sous réserve des conditions ci-après:</p>		<p>Le Japon souscrit les ENGAGEMENTS ADDITIONNELS joints en annexe.</p>

Mode de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
	<p>1) Présence commerciale en principe obligatoire dans le cas des contrats d'assurance portant sur les objets suivants et toute responsabilité qui en résulte:</p> <p>a) marchandises transportées sur le territoire japonais</p> <p>b) navires immatriculés au Japon qui ne sont pas utilisés pour le transport maritime international</p> <p>L'assurance responsabilité civile obligatoire des véhicules automobiles doit être réassurée à concurrence de 60 pour cent auprès du secteur public</p> <p><u>Présence commerciale obligatoire au Japon pour les services d'intermédiation en assurance</u></p> <p>Les services d'assurance ne peuvent être fournis par le biais d'un intermédiaire établi au Japon</p>	<p>1) Néant</p>	

Mode de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
	<p>2) Présence commerciale en principe obligatoire dans le cas des contrats d'assurance portant sur les objets suivants et toute responsabilité qui en résulte:</p> <ul style="list-style-type: none"> a) marchandises transportées sur le territoire japonais b) navires immatriculés au Japon qui ne sont pas utilisés pour le transport maritime international <p>L'assurance responsabilité civile obligatoire des véhicules automobiles doit être réassurée à concurrence de 60 pour cent auprès du secteur public</p> <p><u>Présence commerciale obligatoire au Japon pour les services d'intermédiation en assurance</u></p> <p>Les services d'assurance ne peuvent être fournis par le biais d'un intermédiaire établi au Japon</p>	<p>2) Néant</p>	

Mode de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
B. <u>Services bancaires et autres services financiers</u> (à l'exclusion des services d'assurance et services connexes)	<p>3) L'assurance responsabilité civile obligatoire des véhicules automobiles doit être réassurée à concurrence de 60 pour cent auprès du secteur public</p> <p>Néant²³ <i>La fourniture de services d'intermédiation en assurance est interdite dans le cas des contrats d'assurance conclus par un fournisseur de services d'assurance qui n'est pas agréé au Japon</i></p> <p>4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "ENGAGEMENTS HORIZONTAUX"</p> <p>Les engagements spécifiques figurant dans la colonne "accès aux marchés" s'agissant de la fourniture d'un service dans les conditions prescrites au paragraphe 2 a) et b) de l'article premier du présent accord ne sont pas consolidés, à l'exception des obligations au titre des paragraphes 3 et 4 du Mémoire d'entente qui sont contractées dans ce secteur en sus de celles couvertes par les dispositions de la Partie III du présent accord et de l'Annexe sur les services financiers, sous réserve des conditions ci-après:</p>	<p>3) Néant sauf comme indiqué sous "ENGAGEMENTS HORIZONTAUX"</p> <p>4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "ENGAGEMENTS HORIZONTAUX"</p>	Le Japon souscrit les ENGAGEMENTS ADDITIONNELS joints en annexe.

²³ La fourniture de services d'intermédiation en assurance n'est possible que dans le cas des contrats d'assurance autorisés au Japon.

Mode de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
	1) Présence commerciale obligatoire pour les services de gestion d'investissements 2) Néant après avril 1998	1) Néant 2) Néant	
	<p>— Les dépôts à l'étranger et les contrats de fiducie libellés en devises étrangères et dont le montant total dépasse 200 millions de yen, ainsi que ceux qui sont libellés en yen, sont subordonnés à autorisation. Les sociétés commerciales qui répondent aux normes fixées par le Ministère des finances en matière de compétences internes pour les questions juridiques, la gestion des risques et la gestion financière peuvent obtenir une autorisation valable pour une durée indéterminée s'agissant des dépôts à l'étranger libellés en devises étrangères et d'un montant de plus de 100 millions de yen, effectués pour investissement de portefeuille, sous réserve uniquement d'une notification <i>a posteriori</i>.</p> <p>— Les services de transactions en capital énumérés ci-dessous peuvent être fournis par l'entremise de banques établies au Japon et autorisées à faire des opérations de change; dans les autres cas, ils sont en principe subordonnés à autorisation préalable:</p>		

Mode de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
	<p>— a) Opérations:</p> <p>—</p> <p>— i) sur instruments de paiement, chèques et effets par exemple;</p> <p>— ii) sur devises; et</p> <p>— iii) sur produits dérivés lorsqu'elles</p> <p>— impliquent des transactions directes en devises, par exemple les options au comptant sur devises.</p> <p>— Les sociétés commerciales sont exemptées de l'obligation d'obtenir une autorisation et peuvent investir dans tous les produits dérivés cotés sur des bourses étrangères pour leur propre compte, sous réserve uniquement d'une notification <i>a posteriori</i></p> <p>— Les sociétés commerciales qui répondent aux normes fixées par le Ministère des finances en matière de compétences internes pour les questions juridiques, la gestion des risques et la gestion financière sont exemptées de l'obligation d'obtenir une autorisation et peuvent investir dans des contrats à terme d'instruments financiers et des options cotés sur des bourses étrangères pour leur propre compte, sous réserve uniquement d'une notification <i>a posteriori</i></p> <p>— b) Formules spéciales de règlement, par exemple compensation et toute autre formule par laquelle un résident ou bien effectue un paiement pour le compte d'un non-résident à un autre résident, ou bien reçoit un paiement effectué par un autre résident pour le compte d'un non-résident</p> <p>— c) Swaps</p>		

Mode de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
8. SERVICES DE SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX	<p>3) La présence commerciale pour les services de gestion d'investissements doit être assurée par une personne morale établie au Japon <u>Néant</u></p> <p>4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "ENGAGEMENTS HORIZONTAUX"</p>	<p>3) Le régime d'assurance des dépôts ne couvre pas ceux qui sont confiés à des succursales de banques étrangères. Sauf comme indiqué sous "ENGAGEMENTS HORIZONTAUX"</p> <p>4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "ENGAGEMENTS HORIZONTAUX"</p>	<p>3) En ce qui concerne les actifs des caisses de pensions de salariés qui, selon la détermination du Ministre de la santé, <u>du travail</u> et de la protection sociale, peuvent être gérés par des fournisseurs de services de gestion d'investissements, le Japon a supprimé la distinction entre les fonds nouveaux²⁴ et les actifs autres les fonds nouveaux</p>
A. <u>Services hospitaliers</u> (9311)	<p>1) Non consolidé*</p> <p>2) Néant</p> <p>3) Non consolidé sauf qu'aucune limitation n'est imposée à la participation des capitaux étrangers.</p> <p>4) Non consolidé</p>	<p>1) Non consolidé*</p> <p>2) Néant</p> <p>3) Non consolidé sauf qu'aucune limitation n'est imposée à la participation des capitaux étrangers. Comme indiqué sous "ENGAGEMENTS HORIZONTAUX"</p> <p>4) Non consolidé</p>	

²⁴ Les fonds nouveaux sont des actifs consistant principalement en primes accumulées par une caisse après le jour où elle est habilitée par le Ministre de la santé, du travail et de la protection sociale à élargir ses moyens de gestion d'actifs en y incluant les services de gestion d'investissements.

* Non consolidé parce que techniquement impraticable.

Mode de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
9. SERVICES RELATIFS AU TOURISME ET AUX VOYAGES			
A. <u>Services d'hôtellerie et de restauration</u> (à l'exclusion des services de traiteur) (641-643, sauf 6423CPC 6411,6412,64194,6421,6422,6431,6432)	1) Non consolidé* 2) Néant 3) Néant 4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "ENGAGEMENTS HORIZONTAUX"	1) Non consolidé* 2) Néant 3) Néant <i>sauf comme indiqué sous "ENGAGEMENTS HORIZONTAUX"</i> 4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "ENGAGEMENTS HORIZONTAUX"	
Services de traiteur (6423)	1) Néant 2) Néant 3) Néant 4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "ENGAGEMENTS HORIZONTAUX"	1) Néant 2) Néant 3) Néant <i>sauf comme indiqué sous "ENGAGEMENTS HORIZONTAUX"</i> 4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "ENGAGEMENTS HORIZONTAUX"	
B. <u>Agences de voyages et opérateurs touristiques</u> (7471)	1) Néant 2) Néant 3) Néant 4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "ENGAGEMENTS HORIZONTAUX"	1) Néant 2) Néant 3) Néant <i>sauf comme indiqué sous "ENGAGEMENTS HORIZONTAUX"</i> 4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "ENGAGEMENTS HORIZONTAUX"	
C. <u>Services de guides touristiques</u> (7472)	1) Non consolidé* 2) Néant 3) Néant 4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "ENGAGEMENTS HORIZONTAUX"	1) Non consolidé* 2) Néant 3) Néant <i>sauf comme indiqué sous "ENGAGEMENTS HORIZONTAUX"</i> 4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "ENGAGEMENTS HORIZONTAUX"	

* Non consolidé parce que techniquement impraticable.

Mode de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
10 SERVICES RÉCRÉATIFS, CULTURELS ET SPORTIFS			
A. <u>Services de spectacles</u> (y compris théâtre, orchestres et cirques) (9619)	1) Non consolidé * <u>Non consolidé</u> 2) Néant 3) Néant 4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "ENGAGEMENTS HORIZONTAUX"	1) Non consolidé* Non consolidé 2) Néant 3) Néant sauf comme indiqué sous "ENGAGEMENTS HORIZONTAUX" 4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "ENGAGEMENTS HORIZONTAUX"	
B. <u>Services d'agences de presse</u> (962)	1) Néant 2) Néant 3) Néant 4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "ENGAGEMENTS HORIZONTAUX"	1) Néant 2) Néant 3) Néant sauf comme indiqué sous "ENGAGEMENTS HORIZONTAUX" 4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "ENGAGEMENTS HORIZONTAUX"	
C. <u>Services des bibliothèques et archives</u> (96311, 96312)	1) Non consolidé* 2) Néant 3) Néant 4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "ENGAGEMENTS HORIZONTAUX"	1) Non consolidé* 2) Néant 3) Néant sauf comme indiqué sous "ENGAGEMENTS HORIZONTAUX" 4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "ENGAGEMENTS HORIZONTAUX"	
D. <u>Services sportifs et autres services récréatifs</u>			
Services sportifs (9641)	1) Non consolidé* 2) Néant 3) Néant	1) Non consolidé* 2) Néant 3) Néant sauf comme indiqué sous "ENGAGEMENTS HORIZONTAUX"	
Services de parcs de récréation et de plages (96491)	4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "ENGAGEMENTS HORIZONTAUX"	4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "ENGAGEMENTS HORIZONTAUX"	

* Non consolidé parce que techniquement impraticable.

Mode de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
11. SERVICES DE TRANSPORT A. <u>Services de transports maritimes</u> a), b) Services internationaux de transports maritimes (y compris voyageurs et marchandises) (7211, 7212)	1) Non consolidé a) <u>Trafic de lignes régulières: Néant²⁵</u> b) <u>Vracquiers, transport en cueillette et autres transports maritimes internationaux, y compris le transport international de voyageurs: néant²⁵</u> 2) Non consolidé Néant 3) Non consolidé a) <u>Établissement d'une société immatriculée aux fins de l'exploitation d'une flotte battant pavillon japonais: Non consolidé</u> b) <u>Autres formes de présence commerciale pour la fourniture de services de transport maritime international (voir le paragraphe 1 de la Note ci-après): Néant</u> 4) Non consolidé a) <u>Équipages: Non consolidé</u> b) <u>Personnel d'encadrement employé en raison d'une présence commerciale selon la définition donnée sous 3b) ci-dessus: Non consolidé sauf comme indiqué sous "ENGAGEMENTS HORIZONTAUX"</u>	1) Non consolidé a) <u>Trafic de lignes régulières: néant²⁵</u> b) <u>Vracquiers, transport en cueillette et autres transports maritimes internationaux, y compris le transport international de voyageurs: néant²⁵</u> 2) Non consolidé Néant 3) Non consolidé a) <u>Établissement d'une société immatriculée aux fins de l'exploitation d'une flotte battant pavillon japonais: Non consolidé</u> b) <u>Autres formes de présence commerciale pour la fourniture de services de transport maritime international (voir le paragraphe 1 de la Note ci-après): Néant</u> 4) Non consolidé a) <u>Équipages: Non consolidé</u> b) <u>Personnel d'encadrement employé en raison d'une présence commerciale selon la définition donnée sous 3b) ci-dessus: Non consolidé sauf comme indiqué sous "ENGAGEMENTS HORIZONTAUX"</u>	Les services ci-après seront offerts aux fournisseurs de transports maritimes internationaux dans des conditions raisonnables et non discriminatoires: i) services de pilotage; ii) services de poussage et de remorquage

²⁵ a) l'accès aux ports japonais et b) le chargement ou le déchargement de cargaisons dans les ports japonais peuvent être limités ou interdits pendant un temps donné à l'encontre des exploitants de navires qui appartiennent à un pays où, malgré la notification préalable de ces mesures, les intérêts des exploitants japonais restent substantiellement soumis à un traitement défavorable imposé par ce pays, par ses autorités locales ou par des organismes similaires dudit pays.

Mode de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
Les engagements spécifiques dans le secteur des transports maritimes ne s'appliquent pas aux "services de cabotage", qui assurent le transport de voyageurs ou de marchandises entre un port du Japon et un autre port du Japon ainsi que le trafic de voyageurs en partance et en arrivée dans le même port japonais.			<ul style="list-style-type: none"> iii) services d'approvisionnement en vivres, combustibles et eau; iv) ramassage et évacuation des ordures; v) services de capitaine d'armement vi) services d'aide à la navigation; vii) services à terre indispensables pour l'exploitation des navires, y compris services de communication, de fourniture d'eau et d'électricité viii) services de réparation d'urgence et ix) services d'ancrage et d'accostage.

Mode de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
<p>A. <u>Services auxiliaires des transports maritimes</u></p> <p><u>Services de manutention des cargaisons maritimes (voir le paragraphe 3 de la Note ci-après)</u></p> <p><u>Services d'entreposage (742)</u></p> <p><u>Services de dédouanement:</u></p> <p><u>Services des centres et des dépôts de conteneurs (voir le paragraphe 4 de la Note ci-après)</u></p>	<p>1) <u>Non consolidé*</u></p> <p>2) <u>Néant</u></p> <p>3) <u>Le nombre des licences délivrées aux fournisseurs de services peut être limité dans des ports désignés par le gouvernement.¹⁹</u></p> <p>4) <u>Non consolidé sauf comme indiqué sous "ENGAGEMENTS HORIZONTAUX"</u></p> <p>(voir H. b) Services d'entreposage)</p> <p>(voir H. d) Services de transitaires en douane au Japon)</p> <p>1) <u>Non consolidé*</u></p> <p>2) <u>Néant</u></p> <p>3) <u>Le nombre des licences délivrées aux fournisseurs de services peut être limité dans des ports désignés par le gouvernement²⁶</u></p> <p>4) <u>Non consolidé sauf comme indiqué sous "ENGAGEMENTS HORIZONTAUX"</u></p>	<p>1) <u>Non consolidé*</u></p> <p>2) <u>Néant</u></p> <p>3) <u>Néant</u></p> <p>4) <u>Non consolidé sauf comme indiqué sous "ENGAGEMENTS HORIZONTAUX"</u></p> <p>(voir H. b) Services d'entreposage)</p> <p>(voir H. d) Services de transitaires en douane au Japon)</p> <p>1) <u>Non consolidé*</u></p> <p>2) <u>Néant</u></p> <p>3) <u>Néant</u></p> <p>4) <u>Non consolidé sauf comme indiqué sous "ENGAGEMENTS HORIZONTAUX"</u></p>	
<p>⊕ Services d'agence maritime (voir le paragraphe 5 de la Note ci-après)</p>	<p>1) Néant</p> <p>2) Néant</p> <p>3) Néant</p> <p>4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "ENGAGEMENTS HORIZONTAUX"</p>	<p>1) Néant</p> <p>2) Néant</p> <p>3) Néant sauf comme indiqué sous "ENGAGEMENTS HORIZONTAUX"</p> <p>4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "ENGAGEMENTS HORIZONTAUX"</p>	

* Non consolidé parce que techniquement impraticable.

²⁶ Formalités de concession ou d'autorisation de service public éventuellement applicables en cas d'occupation du domaine public.

Mode de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
<u>Services de transitaires maritimes (voir le paragraphe 6 de la Note ci-après)</u>	1) <u>Enregistrement obligatoire du bureau. Un permis d'exploitation ou une immatriculation officielle sera délivré(e) selon un principe de réciprocité.</u> 2) <u>Néant</u> 3) <u>Un permis d'exploitation ou une immatriculation officielle sera délivré(e) selon un principe de réciprocité.</u> 4) <u>Non consolidé sauf comme indiqué sous "ENGAGEMENTS HORIZONTAUX"</u>	1) <u>Un permis d'exploitation ou une immatriculation officielle sera délivré(e) selon un principe de réciprocité.</u> 2) <u>Néant</u> 3) <u>Un permis d'exploitation ou une immatriculation officielle sera délivré(e) selon un principe de réciprocité.</u> 4) <u>Non consolidé sauf comme indiqué sous "ENGAGEMENTS HORIZONTAUX"</u>	
e) Services de poussage et de remorquage (7214)	1) Non consolidé* 2) Néant 3) Néant 4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "ENGAGEMENTS HORIZONTAUX"	1) Non consolidé* 2) Néant 3) Néant <i>sauf comme indiqué sous "ENGAGEMENTS HORIZONTAUX"</i> 4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "ENGAGEMENTS HORIZONTAUX"	
f) Services de sauvetage et de renflouage, services d'approvisionnement en eau et en combustibles, services d'enlèvement des ordures (7454, 7459)	1) Néant 2) Néant 3) Néant 4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "ENGAGEMENTS HORIZONTAUX"	1) Néant 2) Néant 3) Néant <i>sauf comme indiqué sous "ENGAGEMENTS HORIZONTAUX"</i> 4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "ENGAGEMENTS HORIZONTAUX"	

* Non consolidé parce que techniquement impraticable.

Mode de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
Les engagements spécifiques dans le secteur des services auxiliaires des transports maritimes ne s'appliquent pas aux "services de cabotage", qui assurent le transport de voyageurs ou de marchandises entre un port du Japon et un autre port du Japon ainsi que le trafic de voyageurs en partance et en arrivée dans le même port japonais.			

Mode de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
<p align="center"><u>NOTE RELATIVE AUX ENGAGEMENTS SPÉCIFIQUES DANS LES SECTEURS DES SERVICES DE TRANSPORTS MARITIMES ET DES SERVICES AUXILIAIRES DES TRANSPORTS MARITIMES</u></p> <p><u>Lorsque des services auxiliaires des transports routiers, ferroviaires, par voies navigables intérieures, etc. ne sont pas d'autre part totalement couverts par la présente liste, les exploitants de transports multimodaux auront la possibilité de louer en crédit-bail ou en location simple des camions, wagons et péniches, ainsi que le matériel d'accompagnement, pour l'acheminement des cargaisons à l'intérieur du pays et auront accès à ces modalités de transport multimodal ainsi qu'à leur utilisation à des conditions raisonnables et non discriminatoires, aux fins d'assurer un transport multimodal. (Par "conditions raisonnables et non discriminatoires", on entend, aux fins des transports multimodaux, la possibilité donnée aux transporteurs multimodaux d'organiser l'acheminement de leurs marchandises en temps utile, en bénéficiant de la priorité sur d'autres marchandises arrivées au port par la suite).</u></p> <p><u>DÉFINITIONS</u></p> <p><u>1. On entend par "autres formes de présence commerciale pour la fourniture de services de transport maritime international" la possibilité pour des fournisseurs de services de transport maritime international d'autres Membres d'exercer au Japon toutes les activités nécessaires pour fournir à leurs clients un service de transport partiellement ou totalement intégré, dans lequel le transport maritime constitue un élément substantiel (Cet engagement ne doit toutefois pas être interprété comme limitant de quelque manière que ce soit les engagements spécifiques pris au titre du Mode 1).)</u></p> <p><u>Ces activités englobent sans s'y limiter:</u></p> <p>a) <u>la commercialisation et la vente de transports maritimes et de services connexes par contact direct avec les clients, depuis la fixation des prix jusqu'à la facturation, ces services étant exploités ou offerts par le fournisseur de services lui-même ou par des fournisseurs de services avec lesquels le vendeur des services a passé des arrangements commerciaux permanents;</u></p> <p>b) <u>l'acquisition, pour leur propre compte ou au nom de leurs clients (et la revente à leurs clients) de tous services nationaux de transport et services connexes, y compris les services de transport intérieurs par n'importe quel mode, notamment les voies de navigation intérieures, la route et le rail, mais à l'exclusion du transport aérien, qui s'avérera nécessaire pour fournir le service intégré;</u></p> <p>c) <u>l'établissement des documents de transport, documents de douane ou autres documents liés à l'origine et aux caractéristiques des marchandises transportées;</u></p>			

Mode de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
d)	<u>la fourniture d'informations commerciales par n'importe quel moyen, y compris des systèmes d'information informatisés et l'échange électronique de données (sous réserve des dispositions de l'annexe relative aux télécommunications);</u>		
e)	<u>la conclusion d'ententes commerciales (y compris la participation au capital social d'une société) et la nomination de personnel local (ou, dans le cas du personnel étranger sous réserve des engagements horizontaux concernant le mouvement des personnels) avec n'importe quelle agence de navigation maritime établie sur place;</u>		
f)	<u>les prestations fournies pour le compte des sociétés, l'organisation de l'escale du navire ou, si nécessaire, la prise en charge de marchandises.</u>		
2.	<u>On entend par "entrepreneur de transport multimodal" toute personne au nom de laquelle le connaissance/document de transport multimodal ou tout autre document attestant l'existence d'un contrat de transport multimodal de marchandises est délivré et qui est chargée du transport des marchandises en vertu du contrat de transport.</u>		
3.	<u>Les "services de manutention des cargaisons maritimes" s'entendent des activités exercées par des sociétés de manutention, notamment les sociétés d'exploitation des terminaux, mais à l'exclusion des activités directes des dockers, dès lors que cette main-d'oeuvre est organisée indépendamment des sociétés de manutention ou des sociétés d'exploitation des terminaux. Ces activités comprennent l'organisation et la supervision des opérations suivantes:</u>		
a)	<u>chargement de la cargaison à bord du navire et déchargement de cette cargaison;</u>		
b)	<u>arrimage et désarrimage de la cargaison;</u>		
c)	<u>réception/livraison et entreposage en lieu sûr des marchandises avant l'embarquement ou après le déchargement.</u>		
4.	<u>Les "services des centres et des dépôts de conteneurs" s'entendent des activités qui consistent à entreposer les conteneurs, que ce soit dans les zones portuaires ou à l'intérieur des terres, aux fins de leur empotage, de leur dépotage, de leur réparation et de leur préparation en vue de leur mise à disposition pour le transport maritime.</u>		
5.	<u>Les "services des agences maritimes" s'entendent des activités qui consistent à représenter en qualité d'agents, dans une zone géographique donnée, les intérêts commerciaux d'une ou de plusieurs lignes ou sociétés de navigation aux fins suivantes:</u>		
a)	<u>commercialisation et vente de services de transports maritimes et services connexes, depuis l'établissement des devis jusqu'à la facturation, et délivrance de connaissances pour le compte des compagnies; acquisition et revente des services connexes nécessaires, établissement des documents et fourniture d'informations commerciales;</u>		
b)	<u>prestations fournies pour le compte des sociétés, organisation à l'escale du navire ou, si nécessaire, prise en charge de marchandises.</u>		
6.	<u>Les "services de transitaires" s'entendent des activités qui consistent à organiser et à surveiller les opérations d'expédition pour le compte des expéditeurs, y compris l'acquisition de services de transport et services connexes, l'établissement des documents et la fourniture d'informations commerciales. Ils comprennent les services fournis par toute personne au nom de laquelle le connaissance/document attestant l'existence d'un contrat de transport de marchandises est délivré et qui est chargée du transport des marchandises en vertu du contrat de transport.</u>		

Mode de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
B. Services de transport par voies navigables intérieures			
e) Services de poussage et de remorquage (7224)	1) Non consolidé* 2) Néant 3) Néant 4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "ENGAGEMENTS HORIZONTAUX"	1) Non consolidé* 2) Néant 3) Néant sauf comme indiqué sous "ENGAGEMENTS HORIZONTAUX" 4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "ENGAGEMENTS HORIZONTAUX"	
f) Services de sauvetage et de renflouage, services d'approvisionnement en eau et en combustibles, services d'enlèvement des ordures (7454, 7459) Les engagements spécifiques dans le secteur des services de transport par voies navigables intérieures ne s'appliquent pas aux "services de cabotage", qui assurent le transport de voyageurs ou de marchandises entre un port du Japon et un autre port du Japon ainsi que le trafic de voyageurs en partance et en arrivée dans le même port japonais.	1) Néant 2) Néant 3) Néant 4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "ENGAGEMENTS HORIZONTAUX"	1) Néant 2) Néant 3) Néant sauf comme indiqué sous "ENGAGEMENTS HORIZONTAUX" 4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "ENGAGEMENTS HORIZONTAUX"	

* Non consolidé parce que techniquement impraticable.

Mode de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
C. <u>Services de transports aériens</u>			
d) Services de réparation et de maintenance des aéronefs définis au paragraphe 6 a) de l'Annexe relative aux services de transports aériens	1) Non consolidé* 2) Néant 3) Le nombre des licences délivrées aux fournisseurs de services peut être limité. 4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "ENGAGEMENTS HORIZONTAUX"	1) Non consolidé* 2) Néant 3) Néant sauf comme indiqué sous "ENGAGEMENTS HORIZONTAUX" 4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "ENGAGEMENTS HORIZONTAUX"	
e) Vente et commercialisation de services de transports aériens définis au paragraphe 6 b) de l'Annexe relative aux services de transports aériens	1) Néant 2) Néant 3) Néant 4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "ENGAGEMENTS HORIZONTAUX"	1) Néant 2) Néant 3) Néant sauf comme indiqué sous "ENGAGEMENTS HORIZONTAUX" 4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "ENGAGEMENTS HORIZONTAUX"	
e) Services informatisés de réservation définis au paragraphe 6 c) de l'Annexe relative aux services de transports aériens	1) Néant 2) Néant 3) Néant 4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "ENGAGEMENTS HORIZONTAUX"	1) Néant 2) Néant 3) Néant sauf comme indiqué sous "ENGAGEMENTS HORIZONTAUX" 4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "ENGAGEMENTS HORIZONTAUX"	
E. <u>Services de transport ferroviaire</u>			

* Non consolidé parce que techniquement impraticable.

** Les services en question ne constituent qu'une partie des activités couvertes par le numéro indiqué de la CPC.

Mode de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
d) Entretien et réparation du matériel de transports ferroviaires (8868**)	1) Non consolidé* 2) Néant 3) Néant 4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "ENGAGEMENTS HORIZONTAUX"	1) Non consolidé* 2) Néant 3) Néant sauf comme indiqué sous "ENGAGEMENTS HORIZONTAUX" 4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "ENGAGEMENTS HORIZONTAUX"	
Location de matériel de transport ferroviaire avec opérateurs	1) Néant 2) Néant 3) Néant 4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "ENGAGEMENTS HORIZONTAUX"	1) Néant 2) Néant 3) Néant sauf comme indiqué sous "ENGAGEMENTS HORIZONTAUX" 4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "ENGAGEMENTS HORIZONTAUX"	
F. <u>Services de transports routiers</u>			
b) Transport de marchandises (7123)	1) Non consolidé* 2) Néant 3) <u>Le nombre des fournisseurs de services, celui des opérations ou le volume de la production de services pourront être limités, à titre provisoire et de manière non discriminatoire. Mesures de sauvegarde d'urgence pour limiter le nombre des fournisseurs de services, celui des opérations ou le volume de la production de services</u> 4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "ENGAGEMENTS HORIZONTAUX"	1) Non consolidé* 2) Néant 3) Néant sauf comme indiqué sous "ENGAGEMENTS HORIZONTAUX" 4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "ENGAGEMENTS HORIZONTAUX"	

* Non consolidé parce que techniquement impraticable.

Mode de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
d) Services d'entretien et de réparation du matériel de transports routiers (6112, 8867)	1) Non consolidé* 2) Néant 3) Néant 4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "ENGAGEMENTS HORIZONTAUX"	1) Non consolidé* 2) Néant 3) Néant sauf comme indiqué sous "ENGAGEMENTS HORIZONTAUX" 4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "ENGAGEMENTS HORIZONTAUX"	
G. <u>Services de transport par conduites</u>			
b) Transport d'autres marchandises que les combustibles (7139)	1) Néant 2) Néant 3) Néant 4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "ENGAGEMENTS HORIZONTAUX"	1) Néant 2) Néant 3) Néant sauf comme indiqué sous "ENGAGEMENTS HORIZONTAUX" 4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "ENGAGEMENTS HORIZONTAUX"	
H. <u>Services annexes et auxiliaires de tous les modes de transport</u>			
b) Services d'entreposage (sauf en rapport avec le pétrole et les produits pétroliers) (742)	1) Non consolidé* 2) Néant 3) Néant 4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "ENGAGEMENTS HORIZONTAUX"	1) Non consolidé* 2) Néant 3) Néant sauf comme indiqué sous "ENGAGEMENTS HORIZONTAUX" 4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "ENGAGEMENTS HORIZONTAUX"	
d) Services de transitaires en douane au Japon	1) Non consolidé* 2) Non consolidé* 3) Néant 4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "ENGAGEMENTS HORIZONTAUX"	1) Non consolidé* 2) Non consolidé* 3) Néant sauf comme indiqué sous "ENGAGEMENTS HORIZONTAUX" 4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "ENGAGEMENTS HORIZONTAUX"	

* Non consolidé parce que techniquement impraticable.

DOCUMENT DE RÉFÉRENCE

Objet

Le présent document contient des définitions et des principes concernant le cadre réglementaire pour les services de télécommunication de base.

Définitions

Le terme utilisateurs désigne les consommateurs et les fournisseurs de services.

L'expression installations essentielles désigne les installations d'un réseau ou service public de transport des télécommunications:

- a) qui sont fournies exclusivement ou essentiellement par un seul fournisseur ou un nombre limité de fournisseurs; et
- b) qu'il n'est pas possible de remplacer d'un point de vue économique ou technique pour fournir un service.

Un fournisseur principal est un fournisseur qui a la capacité d'influer de manière importante sur les modalités de la participation (en ce qui concerne le prix et l'offre) sur un marché donné de services de télécommunication de base par suite:

- a) du contrôle qu'il exerce sur des installations essentielles; ou bien
- b) de l'utilisation de sa position sur le marché.

1. Sauvegardes en matière de concurrence

1.1 Prévention des pratiques anticoncurrentielles dans les télécommunications

Des mesures appropriées seront appliquées en vue d'empêcher des fournisseurs qui, seuls ou ensemble, sont un fournisseur principal, d'adopter ou de maintenir des pratiques anticoncurrentielles.

1.2 Sauvegardes

Les pratiques anticoncurrentielles mentionnées ci-dessus consistent en particulier:

- a) à pratiquer un subventionnement croisé anticoncurrentiel;
- b) à utiliser des renseignements obtenus auprès de concurrents d'une manière qui donne des résultats anticoncurrentiels; et
- c) à ne pas mettre à la disposition des autres fournisseurs de services en temps opportun les renseignements techniques sur les installations essentielles et les renseignements commercialement pertinents qui leur sont nécessaires pour fournir des services.

2. Interconnexion

2.1 La présente section traite des liaisons avec les fournisseurs de réseaux ou services publics de transport des télécommunications permettant aux utilisateurs relevant d'un fournisseur de

communiquer avec les utilisateurs relevant d'un autre fournisseur et d'avoir accès à des services fournis par un autre fournisseur, dans les cas où des engagements spécifiques sont souscrits.

2.2 Interconnexion à assurer*

L'interconnexion avec un fournisseur principal sera assurée à tout point du réseau où cela sera techniquement possible. Cette interconnexion est assurée:

- a) suivant des modalités, à des conditions (y compris les normes et spécifications techniques) et à des tarifs non discriminatoires et sa qualité est non moins favorable que celle qui est prévue pour les services similaires dudit fournisseur ou pour les services similaires des fournisseurs de services non affiliés ou pour des filiales ou autres sociétés affiliées;
- b) en temps opportun, suivant des modalités, à des conditions (y compris les normes et spécifications techniques) et moyennant des taxes fondées sur les coûts qui soient transparentes, raisonnables, compte tenu de la faisabilité économique, et suffisamment détaillées pour que le fournisseur n'ait pas à payer pour des éléments ou installations du réseau dont il n'a pas besoin pour le service à fournir; et
- c) sur demande, à des points en plus des points de terminaison du réseau accessibles à la majorité des utilisateurs, moyennant des tarifs qui reflètent le coût de la construction des installations additionnelles nécessaires.

2.3 Accès du public aux procédures concernant les négociations en matière d'interconnexion

Le public aura accès aux procédures applicables pour une interconnexion avec un fournisseur principal.

2.4 Transparence des arrangements en matière d'interconnexion

Il est fait en sorte qu'un fournisseur principal mette à la disposition du public soit ses accords d'interconnexion soit une offre d'interconnexion de référence.

2.5 Interconnexion: règlement des différends

Un fournisseur de services demandant l'interconnexion avec un fournisseur principal aura recours, soit:

- a) à tout moment, soit
- b) après un délai raisonnable qui aura été rendu public, à un organe interne indépendant, qui peut être l'organe réglementaire mentionné au paragraphe 5 ci-après pour régler les différends concernant les modalités, conditions et taxes d'interconnexion pertinentes dans un délai raisonnable, dans la mesure où celles-ci n'ont pas été établies au préalable.

3. Service universel

Tout Membre a le droit de définir le type d'obligation en matière de service universel qu'il souhaite maintenir. Ces obligations ne seront pas considérées comme étant anticoncurrentielles en soi, à condition qu'elles soient administrées de manière transparente, non discriminatoire et neutre du

point de vue de la concurrence et qu'elles ne soient pas plus rigoureuses qu'il n'est nécessaire pour le type de service universel défini par le Membre.

4. Accès du public aux critères en matière de licences

Lorsqu'une licence sera nécessaire, le public aura accès aux informations suivantes:

- a) tous les critères en matière de licences et le délai normalement requis pour qu'une décision soit prise au sujet d'une demande de licence; et
- b) les modalités et conditions des licences individuelles.

Les raisons du refus d'une licence seront communiquées au requérant sur demande.

5. Indépendance des organes réglementaires

L'organe réglementaire est distinct de tout fournisseur de services de télécommunication de base et ne relève pas d'un tel fournisseur. Les décisions des organes réglementaires et les procédures qu'ils utilisent seront impartiales à l'égard de tous les participants sur le marché.

6. Répartition et utilisation des ressources limitées

Toutes les procédures concernant l'attribution et l'utilisation des ressources limitées, y compris les fréquences, les numéros et les servitudes, seront mises en oeuvre de manière objective, opportune, transparente et non discriminatoire. Les renseignements sur la situation courante des bandes de fréquences attribuées seront mis à la disposition du public, mais il n'est pas obligatoire d'indiquer de manière détaillée les fréquences attribuées pour des utilisations spécifiques relevant de l'Etat.

JAPON: ENGAGEMENTS ADDITIONNELS

A. Services d'assurance et services connexes

Chaque fois qu'il est indiqué, dans les engagements spécifiques figurant dans la colonne relative aux engagements additionnels, que les autorités compétentes approuvent une demande ou ne rejettent pas une notification, la demande ou la notification doit satisfaire aux critères applicables prévus par la loi. Les autorités compétentes appliquent ces critères de façon équitable et transparente et les interprètent de façon à permettre aux fournisseurs de services d'assurance d'offrir des produits différents, sur le plan des taux, de la forme et du mode de distribution, en fonction du risque assuré.

1. Les autorités compétentes approuvent les demandes concernant le système direct d'assurance automobile et approuvent l'utilisation des cartes de crédit pour le règlement des primes, la police prenant effet à la date à laquelle le fournisseur du service d'assurance accepte le paiement par carte de crédit.

Le système direct ("Tsushin-Hanbai") d'assurance automobile désigne une méthode de distribution selon laquelle les fournisseurs des services d'assurance offrent leurs produits aux consommateurs par le biais d'annonces publicitaires publiées par exemple dans des journaux et des magazines et par courrier ou appels téléphoniques directs, acceptent les demandes des consommateurs communiquées par courrier ou appels téléphoniques et concluent des contrats avec les consommateurs sans les rencontrer, par un échange de courrier ou d'appels téléphoniques.

~~2. À compter du 1er avril 1998, les autorités compétentes élargiront le champ d'application du système de taux conseillés pour les chargements relatifs à l'assurance incendie fournie par des caisses privées d'assurance, en abaissant le montant minimal par contrat à 7 milliards de yen.~~

~~32.~~ Les autorités compétentes ont inclus les 16 produits suivants dans la liste des produits auxquels s'applique le système de notification concernant les taux et les avenants et autorisent, dans un délai normal de 90 jours, la commercialisation des produits qui leur ont été notifiés (c'est-à-dire qu'elles ne rejettent pas les notifications): assurance responsabilité civile contre les fautes professionnelles médicales ("Ishi Baisho Sekinin Hoken"), assurance pour manque à gagner attribuable au matériel ("Sogyo Kaishi Chien Hoken"), assurance pour retard dans le démarrage des travaux de construction ("Kaigyo Chien Hoken"), assurance responsabilité civile après travaux de génie civil ("Doboku Kozobutsu Hoken"), assurance des risques liés à l'énergie nucléaire ("Genshiryoku Hoken"), assurance responsabilité civile complémentaire ("Kigyo Hokatsu Baisho Sekinin Hoken"), assurance responsabilité civile pour atteinte à l'environnement ("Kankyo Osen Baisho Sekinin Hoken"), assurance montage ("Kumitate Hoken"), assurance générale du mobilier ("Dosan Sogo Hoken"), assurance générale des ordinateurs ("Kompyuta Sogo Hoken"), assurance des chaudières et des turbines ("Boiler Turbo-set Hoken"), assurance transit ("Unsoh Hoken"), assurance contre le vol des cartes de crédit ("Credit Card Tonan Hoken"), assurance générale de responsabilité ("Baisho Sekinin Hoken"), assurance tous risques de la construction ("Kensetsu Koji Hoken") et assurance caution ("Hosho Shoken").

~~43.~~ a) ~~Le 1er juillet 1998 au plus tard,~~ Les autorités compétentes ~~élimineront~~ auront éliminé l'obligation imposée aux membres d'un bureau de tarification d'utiliser les taux calculés par ce bureau pour la fourniture de services d'assurance, tout en autorisant ces membres à utiliser, pour le calcul des taux, les renseignements statistiques recueillis par le bureau.

b) ~~Quand les~~ Conformément aux modifications ~~législatives nécessaires auront été adoptées et que les mesures administratives correspondantes seront entrées en vigueur pour~~

~~mettre en oeuvre l'alinéa a)~~ ci-dessus, les autorités compétentes approuveront, dans un délai normal de 90 jours après leur présentation, les demandes permettant à tous les fournisseurs de services d'assurance d'offrir des produits différents, sur le plan des taux, de la forme et du mode de distribution, en fonction du risque assuré, que ces demandes aient ou non été établies en utilisant les taux calculés par le bureau de tarification sur la base de ses statistiques.

~~c) Avant que les modifications législatives nécessaires n'aient été adoptées et que les mesures administratives correspondantes ne soient entrées en vigueur, les autorités compétentes approuvent, dans un délai normal de 90 jours après leur présentation, les demandes concernant les produits des principales catégories de l'assurance vie et de l'assurance autre que sur la vie et laissant la possibilité d'offrir des produits différents, sur le plan des taux, de la forme et du mode de distribution, en fonction du risque assuré.~~

db) Les autorités compétentes approuvent les demandes concernant l'assurance automobile facultative laissant la possibilité d'offrir des produits différents, sur le plan des taux, de la forme et du mode de distribution, en fonction du risque assuré, et concernant notamment le système direct d'assurance automobile comportant des taux différenciés (désigné sous le nom collectif d'"assurance automobile différenciée") en vigueur depuis le 1^{er} septembre 1997. La différenciation en fonction du risque assuré comprend la différenciation des taux hors du système des fourchettes de taux, fondée sur les facteurs de risque suivants: âge, sexe, accidents antérieurs, usage (par exemple commercial ou privé) et mode d'utilisation (par exemple kilométrage annuel), région géographique (c'est-à-dire Hokkaido, Shikoku, Kyushu et Honshu, divisée en Tohoku, Kanto-Koshinetsu, Hokuriku-Tokai et Kinki-Chugoku), type du véhicule, caractéristiques de sécurité du véhicule et possession de plusieurs véhicules.

~~5. a) Les autorités compétentes n'autorisent pas les filiales de fournisseurs de services d'assurance vie qui sont elles-mêmes des compagnies d'assurance non vie à offrir les services suivants d'assurance accidents corporels:~~

~~i) assurance accidents corporels fondée sur une police unique souscrite et/ou approuvée¹ par des associations intersectorielles sans but lucratif ou des fondations pour personnel d'encadrement d'entreprises²;~~

~~ii) assurance contre les accidents lors de voyages dans le pays et à l'étranger fournie par l'intermédiaire d'agence de voyages;~~

~~iii) assurance accidents corporels pour étudiants commercialisée ou approuvée¹ par les écoles (écoles publiques et privées, quel que soit le niveau d'enseignement) ou des organisations ou associations d'enseignants, d'étudiants ou de parents (c'est à dire "Gakusei Dantai", "Dosokai" et PTA);~~

~~iv) assurance accidents corporels fournie dans le cadre d'un système direct ("Tsushin Hanbai");~~

~~v) assurance accidents corporels de groupe sauf dans les cas où les filiales agissent en tant que chefs de file de coassureurs ou en tant qu'assureurs uniques et où l'assurance est vendue à un groupe qui, au cours des six mois précédents, ne détenait pas de police pour le même produit, ou un produit substituable, d'assurance accidents corporels de groupe conclue par des fournisseurs de services d'assurance de petite ou moyenne importance et/ou étrangers; et~~

- ~~vi) assurance accidents corporels remboursable à échéance.~~
- ~~b) Les autorités compétentes n'autorisent pas les filiales de fournisseurs de services d'assurance autre que sur la vie qui sont elles mêmes des compagnies d'assurance vie à vendre une assurance contre le risque de cancer seule ou une assurance médicale seule et maintiennent la limite qui existait avant l'entrée en vigueur, le 1er avril 1996, de la nouvelle Loi sur les activités d'assurance en ce qui concerne le rapport entre les prestations prévues par les avenants et les prestations prévues par la police de base.~~
- ~~c) Les autorités compétentes cesseront d'appliquer les mesures³ décrites aux alinéas a) et b) visant à éviter une modification radicale du secteur tertiaire deux ans et demi après la date à laquelle les modifications législatives nécessaires auront été adoptées et les mesures administratives correspondantes seront entrées en vigueur ainsi qu'il est indiqué au paragraphe 4, à condition que toutes les mesures mentionnées ci-dessous aient été mises en oeuvre à cette date. Les cas isolés de non respect mineur de la durée normale d'examen prévue aux alinéas i), iii) B) ou v) ci-dessous ne constituent pas, aux fins d'application du présent paragraphe, un défaut de mise en oeuvre de ces mesures.~~
 - ~~i) Les autorités compétentes approuvent, dans un délai normal de 90 jours, les demandes concernant l'assurance automobile différenciée décrite à l'alinéa 4 d);~~
 - ~~ii) les autorités compétentes ont abaissé le niveau minimal du montant assuré par contrat donnant droit à l'application du système de taux conseillés pour l'assurance incendie fournie par des caisses privées d'assurance, décrit au paragraphe 2;~~
 - ~~iii) en ce qui concerne le système de notification, les autorités compétentes:
 - ~~A) ont mis en oeuvre le système de notification pour les six derniers produits mentionnés au paragraphe 3; et~~
 - ~~B) autorisent, dans un délai normal de 90 jours, la commercialisation de ceux des 16 produits mentionnés au paragraphe 3 qui leur auront été notifiés (c'est à dire qu'elles ne rejettent pas les notifications);~~~~
 - ~~iv) les modifications législatives nécessaires ont été adoptées et les mesures administratives correspondantes sont entrées en vigueur afin d'éliminer les obligations imposées aux membres d'un bureau de tarification d'utiliser les taux calculés par ce bureau, ainsi qu'il est indiqué au paragraphe 4; et~~
 - ~~v) en ce qui concerne les produits ou les taux différenciés, les autorités compétentes approuvent, dans un délai normal de 90 jours, les demandes qui leur ont été présentées.~~
- ~~Si aucune demande et aucune notification n'a été présentée 90 jours avant la date mentionnée ci-dessus, les mesures indiquées aux alinéas iii) B) et v) seront considérées comme ayant été mises en oeuvre.~~

~~64.~~ Si un fournisseur de services d'assurance a présenté aux autorités compétentes des documents sur des produits ou des taux qui, selon lui, constituent une demande, il peut solliciter des autorités compétentes qu'elles se prononcent sur la nature de ces documents. Les autorités compétentes répondent sans retard injustifié à cette requête et indiquent si elles estiment que les documents constituent une demande formelle.

B. Services bancaires et autres services financiers
(à l'exclusion de l'assurance et des services connexes)

1. S'agissant des actifs des caisses de pensions des salariés (ci-après dénommées les "caisses") qui, selon la détermination des autorités compétentes, peuvent être gérés par des fournisseurs de services de gestion d'investissements, la durée d'existence des caisses après leur établissement donnant droit à bénéficier de ce régime a été ramenée de huit ans à trois ans.

2. Le~~Un~~ plafond, égal à la moitié du total des actifs, ~~a été fixé~~ en ce qui concerne les actifs des caisses pouvant être gérés par des fournisseurs de services de gestion d'investissements. ~~Il sera a été éliminé d'icimars 1999.~~

3. Les différents fournisseurs de services de gestion de caisses de pensions ne sont pas tenus d'appliquer de directive en matière de répartition des actifs pour ce qui est de la gestion des actifs du Fonds public d'investissement pour les pensions ~~de la Caisse publique de pensions~~ (à l'exclusion de la gestion commune de fonds de compagnies d'assurance) ou des actifs des caisses (à l'exclusion de la gestion commune de fonds de compagnies d'assurance) pouvant être gérés par des fournisseurs de services de gestion d'investissements.

4. Les services de gestion de fonds de placement et les services de gestion d'investissements peuvent être fournis par une seule entité si celle-ci satisfait aux dispositions pertinentes des lois japonaises en matière prudentielle et aux normes prudentielles établies par les autorités compétentes.

5. Les autorités compétentes autorisent le Fonds public d'investissement pour les pensions ~~la Caisse publique de pensions~~ à permettre aux sociétés de conseil en investissement de participer à la gestion de ses actifs dans le cadre d'un régime défini par les lois et réglementations pertinentes du Japon ~~dans le cadre d'une version modifiée du régime "Shiteitan". Lors du prochain examen d'ensemble du régime de caisse de pensions japonais qui aura lieu en 1999, ce système devrait être révisé.~~

~~—— Dans le cadre de ce régime, les propriétaires effectifs ne précisent pas l'objet particulier des actions, obligations ou autres instruments financiers à acheter. Les banques d'investissement sont autorisées à garantir le principal du "Shiteitan" conformément aux lois et réglementations nationales.~~

6. Les autorités compétentes utilisent pleinement les mécanismes existants dont elles disposent pour prendre rapidement des dispositions afin de tenir compte des innovations concernant les produits liés aux valeurs mobilières, tout en garantissant la supervision la plus appropriée des marchés d'un point de vue prudentiel.

MÉMORANDUM D'ACCORD SUR LES ENGAGEMENTS RELATIFS AUX SERVICES FINANCIERS

Les participants au Cycle d'Uruguay ont été habilités à prendre des engagements spécifiques au sujet des services financiers dans le cadre de l'Accord général sur le commerce des services (ci-après dénommé l'"Accord") sur la base d'une approche différente de celle qui est prévue dans les dispositions de la Partie III de l'Accord. Il a été convenu que cette approche pourrait être appliquée étant entendu:

- i) qu'elle n'entre pas en conflit avec les dispositions de l'Accord;
- ii) qu'elle ne préjudicie pas au droit de tout Membre d'inscrire ses engagements spécifiques dans une Liste conformément à l'approche prévue à la Partie III de l'Accord;
- iii) que les engagements spécifiques qui en résulteront s'appliqueront sur une base NPF;
- iv) qu'elle ne fait pas présumer du degré de libéralisation qu'un Membre s'engage à assurer en vertu de l'Accord.

Les Membres intéressés, sur la base de négociations, et sous réserve de conditions et restrictions dans les cas où cela est spécifié, ont inscrit des engagements spécifiques dans leurs Listes conformément à l'approche décrite ci-après.

A. *Statu quo*

Toutes conditions, limitations et restrictions aux engagements indiqués ci-après seront limitées aux mesures non conformes existantes.

B. *Accès aux marchés*

Droits monopolistiques

1. Outre l'article VIII de l'Accord, les dispositions ci-après seront d'application:

Chaque Membre indiquera dans sa Liste en rapport avec les services financiers les droits monopolistiques existants et s'efforcera de les éliminer ou d'en réduire la portée. Nonobstant l'alinéa 1 b) de l'Annexe sur les services financiers, le présent paragraphe s'applique aux activités visées à l'alinéa 1 b) iii) de l'Annexe.

Services financiers achetés par des entités publiques

2. Nonobstant l'article XIII de l'Accord, chaque Membre fera en sorte que les fournisseurs de services financiers de tout autre Membre établis sur son territoire bénéficient du traitement de la nation la plus favorisée et du traitement national en ce qui concerne l'achat ou l'acquisition de services financiers par des entités publiques du Membre sur son territoire.

Commerce transfrontières

3. Chaque Membre permettra aux fournisseurs non résidents de services financiers de fournir, en tant que commettant, par l'intermédiaire d'un mandataire ou en tant que mandataire, et suivant des modalités et à des conditions qui accordent le traitement national, les services suivants:

- a) assurance contre les risques en rapport avec:
 - i) le transport maritime, le transport aérien commercial, le lancement d'engins spatiaux et le transport effectué par ces engins (y compris les satellites), cette assurance couvrant la totalité ou une partie des éléments ci-après: les marchandises transportées, le véhicule transportant les marchandises et la responsabilité civile à cet égard; et
 - ii) les marchandises en transit international;
- b) réassurance et rétrocession, et services auxiliaires de l'assurance visés à l'alinéa 5 a) iv) de l'Annexe;
- c) fourniture et transfert d'informations financières et traitement de données financières visés à l'alinéa 5 a) xv) de l'Annexe et services de conseil et autres services auxiliaires, à l'exclusion de l'intermédiation, en rapport avec les services bancaires et autres services financiers visés à l'alinéa 5 a) xvi) de l'Annexe.

4. Chaque Membre permettra à ses résidents d'acheter sur le territoire de tout autre Membre les services financiers indiqués:

- a) à l'alinéa 3 a);
- b) à l'alinéa 3 b); et
- c) aux alinéas 5 a) v) à xvi) de l'Annexe.

Présence commerciale

5. Chaque Membre accordera aux fournisseurs de services financiers de tout autre Membre le droit d'établir ou d'accroître sur son territoire, y compris par l'acquisition d'entreprises existantes, une présence commerciale.

6. Un Membre pourra imposer des modalités, conditions et procédures pour ce qui est d'autoriser l'établissement et l'accroissement d'une présence commerciale, pour autant que celles-ci ne tournent pas l'obligation incombant au Membre au titre du paragraphe 5 et qu'elles soient compatibles avec les autres obligations énoncées dans l'Accord.

Nouveaux services financiers

7. Un Membre permettra aux fournisseurs de services financiers de tout autre Membre établis sur son territoire d'y offrir tout nouveau service financier.

Transferts et traitement des informations

8. Aucun Membre ne prendra de mesures qui empêchent les transferts d'informations ou le traitement d'informations financières, y compris les transferts de données par des moyens électroniques, ou qui, sous réserve des règles d'importation conformes aux accords internationaux, empêchent les transferts d'équipement, dans les cas où de tels transferts d'informations, un tel traitement d'informations financières ou de tels transferts d'équipement sont nécessaires à un fournisseur de services financiers pour la conduite de ses affaires courantes. Aucune disposition du présent paragraphe ne restreint le droit d'un Membre de protéger les données personnelles, la vie

privée et le caractère confidentiel des dossiers et comptes personnels pour autant que ce droit ne soit pas utilisé pour tourner les dispositions de l'Accord.

Admission temporaire de personnel

9. a) Chaque Membre permettra l'admission temporaire sur son territoire du personnel ci-après d'un fournisseur de services financiers de tout autre Membre qui établit ou a établi une présence commerciale sur le territoire du Membre:
- i) cadres de direction supérieurs en possession des informations exclusives indispensables à l'établissement, au contrôle et à l'exploitation des services du fournisseur de services financiers; et
 - ii) spécialistes des opérations du fournisseur de services financiers.
- b) Chaque Membre autorisera, sous réserve de la disponibilité de personnel qualifié sur son territoire, l'admission temporaire sur son territoire du personnel ci-après associé à la présence commerciale d'un fournisseur de services financiers de tout autre Membre:
- i) spécialistes des services informatiques, des services de télécommunication et des questions comptables du fournisseur de services financiers; et
 - ii) spécialistes des questions actuarielles et juridiques.

Mesures non discriminatoires

10. Chaque Membre s'efforcera d'éliminer ou de limiter tout effet préjudiciable notable pour les fournisseurs de services financiers de tout autre Membre:

- a) des mesures non discriminatoires qui empêchent les fournisseurs de services financiers d'offrir sur le territoire du Membre, sous la forme déterminée par le Membre, tous les services financiers autorisés par le Membre;
- b) des mesures non discriminatoires qui limitent l'expansion des activités des fournisseurs de services financiers sur l'ensemble du territoire du Membre;
- c) des mesures d'un Membre, lorsque ce Membre applique les mêmes mesures à la fourniture à la fois de services bancaires et de services liés aux valeurs mobilières, et qu'un fournisseur de services financiers de tout autre Membre concentre ses activités sur la fourniture de services liés aux valeurs mobilières; et
- d) d'autres mesures qui, bien que respectant les dispositions de l'Accord, portent préjudice à la capacité des fournisseurs de services financiers de tout autre Membre d'opérer, de participer à la concurrence sur le marché du Membre ou d'y accéder;

à condition que des mesures prises en vertu du présent paragraphe n'établissent pas injustement une discrimination à l'égard des fournisseurs de services financiers du Membre qui prend ces mesures.

11. Pour ce qui est des mesures non discriminatoires visées aux alinéas 10 a) et b), un Membre s'efforcera de ne pas limiter ni restreindre le niveau existant des possibilités commerciales, ni les avantages dont bénéficient déjà sur le territoire du Membre les fournisseurs de services financiers de tous les autres Membres pris en tant que groupe, à condition que cet engagement n'entraîne pas une

discrimination injuste à l'égard des fournisseurs de services financiers du Membre qui applique ces mesures.

C. *Traitement national*

1. Suivant des modalités et à des conditions qui accordent le traitement national, chaque Membre accordera aux fournisseurs de services financiers de tout autre Membre établis sur son territoire l'accès aux systèmes de règlement et de compensation exploités par des entités publiques ainsi qu'aux facilités de financement et de refinancement officielles disponibles au cours de transactions commerciales ordinaires. Le présent paragraphe n'a pas pour objet de conférer l'accès aux facilités du prêteur en dernier ressort du Membre.

2. Lorsque l'appartenance, la participation ou l'accès à un organisme réglementaire autonome, à une bourse ou un marché des valeurs mobilières ou des instruments à terme, à un établissement de compensation, ou à toute autre organisation ou association est exigé par un Membre pour que les fournisseurs de services financiers de tout autre Membre puissent fournir des services financiers sur une base d'égalité avec les fournisseurs de services financiers du Membre, ou lorsque le Membre accorde directement ou indirectement à ces entités des privilèges ou des avantages pour la fourniture de services financiers, le Membre fera en sorte que lesdites entités accordent le traitement national aux fournisseurs de services financiers de tout autre Membre résidant sur le territoire du Membre.

D. *Définitions*

Aux fins de la présente approche:

1. Un fournisseur non résident de services financiers est un fournisseur de services financiers d'un Membre qui fournit un service financier sur le territoire d'un autre Membre à partir d'un établissement situé sur le territoire d'un autre Membre, qu'il ait ou non une présence commerciale sur le territoire du Membre dans lequel le service financier est fourni.

2. L'expression "présence commerciale" s'entend d'une entreprise se trouvant sur le territoire d'un Membre pour la fourniture de services financiers et englobe les filiales dont le capital est détenu en totalité ou en partie, les coentreprises, les sociétés de personnes ("partnerships"), les entreprises individuelles, les opérations de franchisage, les succursales, les agences, les bureaux de représentation ou autres organisations.

3. Un nouveau service financier est un service de caractère financier, y compris tout service lié à des produits existants et à de nouveaux produits ou la manière dont un produit est livré, qui n'est fourni par aucun fournisseur de services financiers sur le territoire d'un Membre déterminé mais qui est fourni sur le territoire d'un autre Membre.

LISTE D'EXEMPTIONS DE L'OBLIGATION npf DU JAPON

1. Le Japon présente son projet de Liste d'exemptions de l'obligation NPF, conformément à l'article II et à l'Annexe sur les exemptions des obligations énoncées à l'article II de l'Accord général sur le commerce des services (AGCS) et à l'Annexe sur les négociations sur les services de transport maritime.
2. Le Japon se réserve le droit de réviser sa liste d'exemptions de l'obligation NPF avant l'issue du cycle de négociations en cours, selon l'évolution des négociations ou à des fins de transparence ou pour apporter d'autres éclaircissements d'ordre technique. Le Japon est disposé à apporter des améliorations à sa liste d'exemptions de l'obligation NPF, en fonction des offres d'engagements spécifiques et d'améliorations des listes d'exemptions NPF présentées par les autres Membres, ainsi que du résultat global des négociations.

JAPON– LISTE D'EXEMPTIONS DE L'ARTICLE II (NPF)

Secteur ou sous-secteur	Description de la mesure, y compris les raisons pour lesquelles elle est incompatible avec l'article II	Pays auxquels la mesure s'applique	Durée projetée	Conditions qui rendent l'exemption nécessaire
Services de cabotage ¹	Le droit d'assurer des services de cabotage est réservé aux navires japonais, exception faite des navires d'un nombre réduit de pays qui ont un droit d'accès limité en application de traités d'amitié, de commerce et de navigation conclus avec le Japon.	Tous les pays	Cette mesure restera en application tant que les traités évoqués dans la deuxième colonne seront en vigueur.	Les services de cabotage ne sont généralement pas autorisés pour les navires étrangers, mais l'usage international veut que les grands partenaires commerciaux accordent aux navires étrangers un droit d'accès limité à ces services, à titre de réciprocité ou sur d'autres bases.
Services internationaux d'expédition de marchandises	Il n'est accordé de permis d'exploitation ou d'autorisation d'enregistrement pour des services internationaux d'expédition de marchandises (y compris les services de transport multimodal ²) qu'aux entreprises des pays dans lesquels les entreprises japonaises se voient accorder les mêmes privilèges.	Tous les pays ³	La suppression de cette mesure dépendra de l'issue des séries en cours et ultérieures de négociations tendant à la libéralisation du commerce.	Certains grands partenaires commerciaux du Japon n'accordent pas aux ressortissants japonais un accès suffisant aux services internationaux d'expédition de marchandises (y compris les services relatifs au transport multimodal ²) sur leur territoire
Services de transport maritime internationaux (y compris voyageurs et marchandises)	a) l'accès aux ports japonais et b) le chargement ou le déchargement de cargaisons dans les ports japonais peuvent être limités ou interdits pendant un temps donné à l'encontre des exploitants de navires qui appartiennent à un pays où, malgré la notification préalable de ces mesures, les intérêts des exploitants japonais restent substantiellement soumis à un traitement défavorable imposé par ce pays, par ses autorités locales ou par des organismes similaires dudit pays.	Tous les pays	La suppression de cette mesure dépendra de l'issue des séries en cours et ultérieures de négociations tendant à la libéralisation du commerce.	Certains grands partenaires commerciaux peuvent appliquer un traitement défavorable aux exploitants de navires japonais sur leur territoire.

¹L'expression "services de cabotage" désigne le transport maritime de passagers ou de marchandises entre des ports japonais et le trafic, avec des passagers à bord, en provenance et à destination d'un même port japonais.

²On entend par "services de transport multimodal" les services de transport de marchandises alliant transport maritime international et transport par route/rail, fournis de porte à porte par un entrepreneur de transport multimodal (voir le paragraphe 2 de la Note relative aux engagements spécifiques dans les secteurs des services de transports maritimes et des services auxiliaires des transports maritimes de la Liste d'engagements spécifiques du Japon).

³Note (Informations fournies dans un souci de transparence).

Des permis d'exploitation ou des autorisations d'enregistrement seront accordés aux entreprises de tout autre pays membre qui prendra des engagements en matière de services internationaux d'expédition de marchandises, sans restriction, au titre de l'Accord, après confirmation de la mise en œuvre intégrale de ces engagements.